

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2151

20 août 2015

SOMMAIRE

ACF Luxembourg S.A.	103202	Janus Technologies S. à r.l.	103202
AC Yosh Sàrl	103202	Jardins en Beauté	103206
Agfama S.A.	103202	Kidzania International	103214
Andalana SCI	103216	Kinailux S.à r.l.	103206
Assa Abloy Luxembourg S.à r.l.	103209	Lokris S.à r.l.	103247
Benaco	103219	LuxCitation S.A.	103209
BSI-Multinvest SICAV	103209	Mizuho TB Fund	103205
Commerzbank Rohstoff Strategie	103206	Olympic Investment Fund	103207
Commerz Funds Solutions S.A.	103205	Oppenheimer Resources SICAV-SIF	103233
Commerz Funds Solutions S.A.	103205	PH International Holdings I S.à r.l.	103208
Doge Invest S.A.	103219	Plane Global Fund	103208
EEE 3 S.à r.l.	103204	PM Strategie Fonds	103208
EGGETSBERGER International S.A.	103225	POST Telecom S.A.	103202
EMC Investment (FIS)	103207	Promonk S.A.	103246
EMT Investments S.à r.l.	103203	Scaff Logistics S.A.	103208
EUCELIA Investments S.A.	103204	Selp (Bravo Germany) S.à r.l.	103203
Euro-Green Sàrl	103207	Soludec-Development	103203
Eurolux Accounting	103204	TPL Geislingen S.à r.l.	103248
European Capital Investment Fund	103210	Tyler Investment Fund	103209
Europe SectorTrend UCITS ETF	103206	Verdoso Special Opportunities I S.C.A., SI- CAR	103213
F.G. Investissements	103203	Verdoso Special Opportunities S.C.A., SICAR	103210
Fincentrum Group International Share Pro- gram S.A.	103205	VSO I S.C.A., SICAR	103210
First State European Diversified Infrastructu- re Feeder Fund II SCA, SICAV-SIF	103204	WABE	103207

Janus Technologies S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 139.938.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015096820/9.

(150107687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

AC Yosh Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 188.385.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015101936/10.

(150111397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Agfama S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 47, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 193.781.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 26 juin 2015.

Référence de publication: 2015101946/10.

(150111737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

ACF Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3421 Dudelange, 10, rue du Berger.
R.C.S. Luxembourg B 156.443.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 décembre 2012.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015101937/12.

(150112057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

POST Telecom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1235 Luxembourg, 1, rue Emile Bian.
R.C.S. Luxembourg B 43.290.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29/06/2015.

Pour POST Telecom SA

Jean-Louis Nicoletti

Service Administratif et Financier

Référence de publication: 2015103315/13.

(150112741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

SOLDEV, Soludec-Development, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 61.372.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015100810/10.

(150110245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

EMT Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 152.295.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juin 2015.

Robert Strietzel

Gérant B

Référence de publication: 2015102941/13.

(150112328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Selp (Bravo Germany) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.600,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 188.583.

Par résolutions signées en date du 11 juin 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination d'Andrew Pilsworth, avec adresse professionnelle au 15, Regent Street, Cunard House, SW1Y 4LR Londres, Royaume-Uni, au mandat de gérant, avec effet au 15 juin 2015 et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Simon Carlyon, avec adresse professionnelle au 15, Regent Street, Cunard House, SW1Y 4LR Londres, Royaume-Uni de son mandat de gérant, avec effet au 15 juin 2015;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juin 2015.

Référence de publication: 2015100790/15.

(150110852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

F.G. Investissements, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.345.000,00.**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 15, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 173.887.

EXTRAIT

Les associés, dans leurs résolutions du 22 juin 2015 ont renouvelé les mandats des gérants, pour une durée indéterminée.

- Monsieur Frédéric GASTALDO NIGRA, Gérant de catégorie A, directeur de sociétés, 35, quai Jean-Jacques Rousseau, F-69350 La Mulatière.

- Monsieur Richard HAWEL, Gérant de catégorie B, directeur de sociétés, 8, rue Yolande, L-2761 Luxembourg.

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Pour F.G. Investissements

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2015102961/16.

(150113055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Eurolux Accounting, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 140.292.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015102953/9.

(150113200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

EUCELIA Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 22, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 42.575.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 juin 2015.

Référence de publication: 2015102952/10.

(150112630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

First State European Diversified Infrastructure Feeder Fund II SCA, SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 180.528.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Pour FIRST STATE EUROPEAN DIVERSIFIED INFRASTRUCTURE FEEDER FUND II SCA, SICAV SIF

Société en commandite par actions

Société d'investissement à capital variable – fonds d'investissement spécialisé

RBC Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2015102968/17.

(150112805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

EEE 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 707.000,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 132.810.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale des Associés (l'«Assemblée») tenue au siège social de la Société en date du 26 juin 2015

L'Assemblée a décidé:

1. d'accepter la démission de Monsieur Vincent Goy, gérant de la Société, avec effet au 26 juin 2015;
2. d'élire, pour une durée indéterminée, en tant que gérant de la Société Monsieur Fabrice Léonard, résidant professionnellement au 68-70 boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 30 Juin 2015.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2015102937/18.

(150113392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Mizuho TB Fund, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Mizuho TB Fund coordonné au 29 Juillet 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Japan Fund Management (Luxembourg) S.A.

Noboru MATSUSHIMA

Référence de publication: 2015139626/10.

(150151758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2015.

Commerz Funds Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 139.351.

Le règlement de gestion coordonné du fonds commun de placement «Anlagestruktur» a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 avril 2015.

Commerz Funds Solutions S.A.

Mathias Turra / Dietmar Kusch

Référence de publication: 2015052894/13.

(150060531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2015.

Commerz Funds Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 139.351.

Le règlement de gestion coordonné du fonds commun de placement «GET Capital Quant Global Equity Fonds» a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 avril 2015.

Commerz Funds Solutions S.A.

Mathias Turra / Dietmar Kusch

Référence de publication: 2015052895/13.

(150060532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2015.

Fincentrum Group International Share Progam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 171.331.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale des actionnaires datés du 17 juin 2015

En date du 17 juin 2015, l'assemblée générale des actionnaires a pris les décisions suivantes:

- D'accepter la démission de Madame Elizabeth Timmer de son mandat d'Administrateur de classe B, avec effet au 29 mai 2015.

- De nommer Monsieur François-Xavier Goossens, né le 8 mai 1976, à Bruxelles (Belgique), résidant au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant qu'Administrateur de classe B avec effet au 29 mai 2015. Son mandat arrivera à échéance lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2015.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2015096699/18.

(150107092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

Commerzbank Rohstoff Strategie, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion coordonné du fonds commun de placement «Commerzbank Rohstoff Strategie» a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 avril 2015.

Commerz Funds Solutions S.A.

Mathias Turra / Dietmar Kusch

Référence de publication: 2015052897/11.

(150060534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2015.

Europe SectorTrend UCITS ETF, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion coordonné du fonds commun de placement «Europe SectorTrend UCITS ETF» a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 avril 2015.

Commerz Funds Solutions S.A.

Mathias Turra / Dietmar Kusch

Référence de publication: 2015052896/11.

(150060533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2015.

Jardins en Beauté, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3593 Dudelange, 73, route de Volmerange.

R.C.S. Luxembourg B 103.992.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25/06/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2015099648/12.

(150110135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Kinailux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 27.500,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 196.929.

Extrait des résolutions adoptées par le conseil de gérance de la Société le 17 juin 2015

Il résulte des résolutions adoptées par le conseil de gérance de la Société du 17 juin 2015 que le siège social de la Société a été transféré du 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg au 488, route de Longwy, L-1940 Luxembourg avec effet au 8 juin 2015.

L'adresse professionnelle des gérants suivants, de la Société, n'est plus au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg mais au 488, route de Longwy, L-1940 Luxembourg avec effet au 8 juin 2015:

- Cédric Pedoni

- Eddy Perrier

Le siège social de P5 CIS S.à r.l., associé de la Société, a été transféré du 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg au 488, route de Longwy, L-1940 Luxembourg avec effet au 8 juin 2015.

Cédric Pedoni

Gérant

Référence de publication: 2015096827/20.

(150107495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

WABE, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement betreffend den Fonds „WABE“, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde in abgeänderter Fassung beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 20. August 2015.

Für den WABE

Universal-Investment-Luxembourg S.A.

Marc-Oliver Scharwath / Eva-Maria Wimmer

Référence de publication: 2015136197/12.

(150147153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2015.

Olympic Investment Fund, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement betreffend den Fonds „Olympic Investment Fund“, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde in abgeänderter Fassung beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 20. August 2015.

Für den Olympic Investment Fund

Universal-Investment-Luxembourg S.A.

Marc-Oliver Scharwath / Eva-Maria Wimmer

Référence de publication: 2015136196/13.

(150147152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2015.

EMC Investment (FIS), Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement betreffend den Fonds „EMC Investment (FIS)“, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde in abgeänderter Fassung beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 20. August 2015.

Für den EMC Investment (FIS)

Universal-Investment-Luxembourg S.A.

Marc-Oliver Scharwath / Eva-Maria Wimmer

Référence de publication: 2015136198/13.

(150147154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2015.

Euro-Green Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3750 Rumelange, 11, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 180.843.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 30 juin 2015 que:

- Il est mis fin au mandat de gérant de Monsieur Julien PAILLOT, né le 03 mars 1982 à Arlon (Belgique), demeurant professionnellement au 11, rue Michel Rodange à L-3750 Rumelange.

- Monsieur Grégory SCATTOLO, né le 07 mai 1982 à Messancy (Belgique), demeurant professionnellement au 11, rue Michel Rodange à L-3750 Rumelange est nommé gérant unique en lieu et place de gérant administratif et peut engager valablement la société par sa signature unique. Ce changement prend effet immédiatement et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015104755/16.

(150114947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

PH International Holdings I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 180.788.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 juin 2015.

Référence de publication: 2015098600/10.

(150108423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

PM Strategie Fonds, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement betreffend den „PM Strategie Fonds“, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde in abgeänderter Fassung beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 20. August 2015.

Für den PM Strategie Fonds

Universal-Investment-Luxembourg S.A.

Marc-Oliver Scharwath / Eva-Maria Wimmer

Référence de publication: 2015136199/12.

(150147155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2015.

Plane Global Fund, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement betreffend den Fonds „Plane Global Fund“, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde in abgeänderter Fassung beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 20. August 2015.

Für den Plane Global Fund

Universal-Investment-Luxembourg S.A.

Marc-Oliver Scharwath / Eva-Maria Wimmer

Référence de publication: 2015136200/13.

(150147156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2015.

Scaff Logistics S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 81.342.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 7 avril 2015

Résolutions:

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de transférer le siège social de la société au 44, avenue J.F. Kennedy à L-1855 Luxembourg, avec effet au 20 mars 2015.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration informe que les adresses des administrateurs ont également changé avec effet immédiat:

JALYNE S.A., 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, représentée par Jacques BONNIER, 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Pour copie conforme

K. LOZIE / JALYNE S.A.

- / Signature

Président / Administrateur

Référence de publication: 2015100757/19.

(150111009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

LuxCitation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 140.406.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015096854/9.
(150107061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

Tyler Investment Fund, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

TYLER INVESTMENT MANAGEMENT S.à r.l. (the "Management Company"), acting as management company of TYLER INVESTMENT FUND (the "Fund") noted that the sole sub-fund of the Fund, i.e. Tyler Investment Fund - Sub-Fund I (the "Sub-Fund"), reached its term on 31 October 2014 and entered into liquidation on the same date. As a consequence, the Management Company decided to dissolve and put the Fund into liquidation on the same date.

The Management Company is proceeding to the liquidation of the Fund in accordance with the Luxembourg laws and regulations.

Luxembourg, August 2015

Référence de publication: 2015140562/260/11.

Assa Abloy Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: SEK 3.700.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 172.858.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 15 novembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 3058 du 19 décembre 2012.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ASSA ABLOY LUXEMBURG S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015100201/15.

(150110741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

BSI-Multinvest SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 74.740.

Extrait de la résolution prise par l'Assemblée Générale de la Société en date du 4 mai 2015

L'Assemblée Générale de la Société décide:

1. de nommer Monsieur Andréa FINCATO, comme administrateur de la Société, avec effet immédiat et jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra au cours de l'année 2016;
2. de nommer Madame Simona BORTOLAZZI, comme administrateur de la Société, avec effet immédiat et jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra au cours de l'année 2016;
3. de nommer Monsieur Raffaele BARTOLI, comme administrateur de la Société, avec effet immédiat et jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra au cours de l'année 2016;
4. de renommer Ernst & Young, Luxembourg, comme Réviseur d'entreprises agréé de la Société, avec effet immédiat et jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra au cours de l'année 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Le Mandataire

Référence de publication: 2015100263/20.

(150110181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

European Capital Investment Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, Allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 178.979.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour European Capital Investment Fund

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2015100364/12.

(150111087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

VSO I S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque,

(anc. Verdos Special Opportunities S.C.A., SICAR).

Siège social: L-1630 Luxembourg, 26, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 136.557.

In the year two thousand and fifteen, on the eleventh day of May.

Before Us Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the Meeting) of Verdos Special Opportunités S.C.A., SICAR, an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque) in the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions), incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26, rue Glesener, L-1630 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 136.557, incorporated pursuant to a deed of Maître Joëlle BADEN, notary residing in Luxembourg, dated 29 January 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 529 on 3 March 2008 (the Company).

The Meeting is chaired by Mr. Mustafa NEZAR, lawyer, with professional address in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary, Mrs Rachida EL FARHANE, employee, with professional address in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer, Ms Elise KLEIN WASSINK, employee, with professional address in Luxembourg.
(The chairman, the secretary and the scrutineer are collectively referred to as the Board of the Meeting).

The Board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declares that:

I. the limited partners and the managing general partner (associé-gérant-commandité) of the Company (collectively referred to as the Shareholders) present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list. Such list signed *ne varietur* by the appearing persons and the undersigned notary, shall remain attached to the present minutes;

II. The meeting has been convened at this date and time by convening notice sent to each shareholder by registered letter on 23 March 2015:

A copy of such convening notices has been given to the board of the meeting

III. as appears from the attendance list, that out of one hundred twenty-seven thousand five hundred (127,500) class A shares, twenty-two thousand five hundred (22,500) class B shares, ten (10) Management shares of the Company, ninety thousand (90,000) class A shares, twenty-two thousand five hundred (22,500) class B shares, ten (10) Management shares, representing more than 50% of the share capital of the Company, are represented at the present Meeting so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the participants have been beforehand informed;

IV. the agenda of the Meeting is the following:

1. Convening formalities;
2. Change of the name of the Company into VSO I S.C.A., SICAR;
3. Acknowledgment of the change of name of the general partner
4. Amendments to article 1,16 and 29 of the Articles in order to reflect the above resolution;
5. Miscellaneous.

After the foregoing agenda was duly examined and after deliberation, the Meeting with the consent of the managing general partner, unanimously resolves as follows:

First resolution

The shareholders RESOLVE to acknowledge that the Meeting has been duly convened and they have full knowledge of the agenda of the Meeting which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to amend the name of the Company into VSO I S.C.A., SICAR.

The Meeting resolves to acknowledge the change of name of the general partner into “VM S.à r.l.”

Third resolution

As a consequence of the above resolution, the Meeting resolves to amend article 1,16 (first paragraph) and 29 of the Articles which will henceforth be read as follows:

“ **Art. 1.** There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the Shares of the Company, a company in the form of a société en commandite par actions (S.C.A.) with variable capital qualifying as a société d'investissement en capital à risque (SICAR) under the name of VSO I S.C.A., SICAR (the «Company»).”

“ **Art. 16. (first paragraph).** The Company shall be managed by VM S.à r.l. (associé gérant commandité), a company incorporated under the laws of Luxembourg (herein referred to as the «General Partner»).”

“ **Art. 29. Definitions.** ...

«Company» VSO I S.C.A., SICAR, organized as a société en commandite par actions and registered as a société d'investissement en capital à risque in Luxembourg.

...

«General Partner» shall mean VM S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, which will serve as associé gérant commandité of the Company, or any additional or successor general partner admitted to the Company as a general partner thereof in accordance with the terms of these Articles, in its capacity as a general partner of the Company, in every case, as the context requires.

...”

Fourth resolution

The Meeting resolves to confirm as statutory approved auditor of Company:

MAZARS LUXEMBOURG S.A., having its registered office at L-2530 Luxembourg, 10A rue Henri Schnadt, registered at the Trade register of Luxembourg under number B 159962.

The term of its mandate expiring on occasion of the annual general meeting of the Shareholders to be held in 2015.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

There being no further business on the Agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version and, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us notary this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le onzième jour du mois de mai.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'Assemblée) de Verdosso Special Opportunités S.C.A., SICAR, une société d'investissement en capital à risque sous forme de société en commandite par actions de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 26, rue Glesener, L-1630 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 136.557, constituée suivant acte reçu par Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, du 29 janvier 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 529 en date du 3 mars 2008 (la Société).

L'Assemblée est présidée par Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le président nomme Mme Rachida EL FARHANE, salariée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Madame Elise KLEIN WASSINK, salariée, avec adresse professionnelle à Luxembourg comme scrutateur.

(Le président, le secrétaire et le scrutateur sont collectivement définis comme le Bureau de l'Assemblée).

Le Bureau de l'Assemblée ayant été constitué, le président déclare que:

I. les actionnaires commanditaires et l'associé gérant commandité de la Société (collectivement dénommés comme les Actionnaires) présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Ladite liste de présence après avoir été signée ne varietur par les personnes comparantes et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte;

II. l'assemblée a été convoquée par lettre de convocation envoyée à chaque actionnaire par lettre recommandée le 23 mars 2015.

Une copie de ces lettres de convocation a été déposée auprès du bureau de l'assemblée.

III. il apparaît de la liste de présence que sur les cent vingt-sept mille cinq cents (127.500) actions de classe A, vingt-deux mille cinq cents (22.500) actions de classe B et les dix (10) actions de Commandité de la Société, quatre-vingt-dix mille (90.000) actions de classe A, vingt-deux mille cinq cents (22.500) actions de classe B et dix (10) actions de Commandité représentant plus de 50% du capital social de la Société sont représentées à la présente Assemblée, de sorte que l'Assemblée peut valablement décider sur tous les points portés à l'ordre du jour et dont les participants ont été préalablement informés;

IV. l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Formalités de convocation;
2. Modification de la dénomination de la Société en VSO I S.C.A., SICAR;
3. Prise de connaissance du changement de dénomination de l'associé gérant commandité.
4. Modification des articles 1,16 et 29 des Statuts afin d'y refléter la résolution susmentionnée;
5. Divers.

Après que l'agenda ait été dûment examiné et après délibération, l'Assemblée a avec le consentement du gérant, adopté à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de noter qu'elle a été dûment convoquée et a une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de changer la dénomination de la Société en VSO I S.C.A., SICAR.

L'Assemblée constate le changement de la dénomination sociale de l'associé gérant commandité en «VM S.à r.l.»

Troisième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'Assemblée décide de modifier les articles 1,16 (1^{er} paragraphe) et 29 des Statuts, qui auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Dénomination.** Il existe entre les actionnaires actuels et tous ceux qui deviendront par la suite propriétaires des Actions de la Société, une société sous la forme d'une société en commandite par actions (S.C.A.) à capital variable, qualifiée de société d'investissement en capital à risque (SICAR) sous la dénomination de VSO I S.C.A., SICAR (ci-après la «Société»).»

« **Art. 16. (premier paragraphe). Associé Gérant Commandité.** La Société est gérée par VM S.à r.l., en qualité d'associé gérant commandité, une société de droit Luxembourgeois (désignée ci-après l'«Associé Gérant Commandité»).»

« **Art. 29. Définitions. ...**

«Associé Gérant Commandité» VM S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois luxembourgeoises, agissant en qualité d'associé gérant commandité de la Société, ou tout associé gérant commandité complémentaire ou remplaçant, admis à participer à la Société en qualité d'associé gérant commandité, selon les dispositions des présentes, et dans tous les cas en fonction du contexte.

...

«Société» VSO I S.C.A., SICAR, établie sous la forme d'une société en commandite par actions et portée au registre des sociétés d'investissement en capital à risque à Luxembourg.

...»

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de confirmer à la fonction de réviseur d'entreprise agréée de la Société:

MAZARS LUXEMBOURG S.A., ayant son siège social L-2530 Luxembourg, 10A rue Henri Schnadt, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159962.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires devant se tenir en 2015.

Estimation des frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges, de quelque nature que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués à environ mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente, qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte a été établi en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: Nezar, El Farhane, Klein Wassink, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 13 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/14912. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €)

Le Receveur (signé): Paul Molling.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 22 mai 2015.

Référence de publication: 2015136901/164.

(150147924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 août 2015.

Verdoso Special Opportunites I S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 26, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 136.557.

L'an deux mille quinze, le premier juillet.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.
2. Madame Rachida EL FARHANE, salariée, demeurant professionnellement à Luxembourg,
3. Madame Elise KLEIN WASSINK, salariée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant en qualité de mandataire des actionnaires respectivement membres du bureau de l'assemblée générale extraordinaire tenue devant le notaire soussigné en date du 11 mai 2015 (numéro 8745 de son répertoire) de la société «Verdoso Special Opportunites I S.C.A., SICAR» (la Société») ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 136.557, acte enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 13 mai 2015, sous la Relation: 1LAC/2015/14912.

Lesquels comparants, ès qualité qu'ils agissent, ont requis le notaire soussigné de documenter que lors de ladite assemblée générale des actionnaires du 11 mai 2015, qu'une erreur matérielle s'est immiscée dans la dénomination de la Société, tant dans la version anglaise que dans la version française de l'acte.

En effet, la dénomination "Verdoso Special Opportunites S.C.A., SICAR "a été erronément donnée à la Société, alors que la dénomination exacte qui aurait dû être mentionnée à l'acte dont il est question ci-avant, était "Verdoso Special Opportunites I S.C.A., SICAR " et ceci tant dans la version française que dans la version anglaise de l'acte notarié.

Les membres du bureau déclarent au nom et pour le compte des actionnaires que toutes les autres dispositions de l'acte restent inchangées et prie le notaire de faire mention de la présente rectification partout où besoin sera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Nezar, El Farhane, Klein Wassink, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 2 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/20547. Reçu douze euros (12,00 €)

Le Receveur (signé): Paul Molling.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Référence de publication: 2015136902/35.

(150147924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 août 2015.

Kidzania International, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 125.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 39, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 160.567.

In the year two thousand and fifteen, on the seventh day of August,

Before Maître Danielle KOLBACH, Notary residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of Kidzania International, a société à responsabilité limitée (private limited liability company) duly incorporated and validly existing under the laws of Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 39, Avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of USD 5,980,946 and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (Register of Trade and Companies) under number B 160.567 (the "Company").

There appeared

Kidzania, S.A.P.I. de C.V., a company duly incorporated and validly existing under the laws of Mexico, having its registered office at Avenida Vasco de Quiroga #3800 local 1, Antigua Mina La Totolapa, C.P. 05109 Mexico City, Mexico, and registered with the Registro Publico de la Propiedad y el Comercio under number 230418 (the "Sole Shareholder");

here, represented by Sara Lecomte, private employee, residing professionally in Redange-sur-Attert, by virtue of a power of attorney.

The said power of attorney, initialled *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The 5,980,946 shares representing the whole share capital of the Company are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder has been duly informed.

The Sole Shareholder through its proxy holder requests the notary to enact that the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Decrease of the share capital of the Company by an amount of USD 5,855,946 so as to reduce it from USD 5,980,946 to USD 125,000 by way of redemption and cancellation of 5,855,946 mandatory redeemable preferred shares ("MRPS") of the Company held by the Sole Shareholder;

2. Subsequent amendment to article 6 of the articles of association of the Company in order to reflect such actions; and

3. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution

It is resolved to decrease the share capital of the Company by an amount of USD 5,855,946 (five million eight hundred and fifty-five thousand nine hundred and forty-six US Dollars) so as to reduce it from its current amount of USD 5,980,946 (five million nine hundred and eighty thousand nine hundred and forty-six US Dollars) to an amount of USD 125,000 (one hundred and twenty-five thousand US Dollars) by the redemption and the subsequent cancellation of 5,855,946 (five million eight hundred and fifty-five thousand nine hundred and forty-six) MRPS of the Company with a nominal value of USD 1 (one US Dollar) each and their subsequent cancellation (the "Capital Decrease").

It is noted that as a result of the Capital Decrease, the Sole Shareholder will hold a receivable amounting to USD 5,855,946 (five million eight hundred and fifty-five thousand nine hundred and forty-six US Dollars) against the Company.

Second resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions it is resolved to amend article 6 of the articles of association of the Company to read as follows:

“ **Art. 6. Capital.** The Company's share capital is set at USD 125,000.- (one hundred and twenty-five thousand US Dollars) divided into 25,000 (twenty-five thousand) shares with a nominal value of USD 1 (one US Dollar) each (the "Ordinary Shares"), fully paid-up and 100,000 (one hundred thousand) mandatory redeemable preferred shares with a nominal value of USD 1.- (one US Dollar) each (the "MRPS"), fully paid-up.

Together, the Ordinary Shares and the MRPS shall be referred to as the "Shares".

The share capital may be increased or reduced from time to time by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

Share premium paid on Ordinary Shares or MRPS shall be booked in specific share premium accounts, as follows:

- Any share premium paid on Ordinary Shares shall be booked in an Ordinary Share premium account (the "Ordinary Shares Share Premium Account") and such share premium shall remain attached to the Ordinary Shares. Any distribution out of Ordinary Shares Share Premium Account can only be made to the holders of Ordinary Shares;

- Any share premium paid on a MRPS shall be booked in an MRPS share premium account (the "MRPS Share Premium Account") and such share premium shall remain attached to the MRPS. Any distribution out of MRPS Share Premium Account can only be made to the holders of MRPS. All or part of MRPS Share Premium Account may be converted into Ordinary Shares Share Premium Account by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company passed in accordance with the articles of association of the Company."

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed, have been estimated at about one thousand six hundred euros (EUR 1,600.-).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Redange-sur-Attert, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney of the appearing person, he signed together with the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person acting through its attorney, the present deed is worded in English followed by a French translation and that in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le septième jour d'août,

Par devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, soussignée.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de Kidzania International, une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 39, Avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de USD 5.980.946 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 160.567 (la «Société»).

A comparu

Kidzania, S.A.P.I. de C.V., une société dûment constituée et existant valablement en vertu des lois du Mexique, ayant son siège social au Avenida Vasco de Quiroga #3800 local 1, Antigua Mina La Totolapa, C.P. 05109 Mexico City, Mexique, et immatriculée auprès du Registro Publico de la Propiedad y el Comercio sous le numéro 230418 (l'«Associé Unique»).

ici représentée par Sara Lecomte, employée privée, résidant professionnellement à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec ce dernier.

Les 5.980.946 parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société sont représentées de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique a été préalablement informé.

L'Associé Unique, représenté par son mandataire, prie le notaire d'acter que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Réduction du capital social de la Société d'un montant de 5.855.946 USD afin de le réduire de de son montant actuel de 5.980.946 USD à 125.000 USD, par voie de rachat et annulation subséquente de 5.855.946 parts préférentielles à rachat obligatoire (les «PPRO») de la Société détenues par l'Associé Unique.

2. Modification subséquente de l'article 6 des statuts de la Société en vue de refléter leur ces actions; et

3. Divers.

Après que l'agenda a été approuvé par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Il est décidé de réduire le capital social de la Société à concurrence d'un montant de 5.855.946 USD (cinq millions huit cent cinquante-cinq mille neuf cent quarante-six Dollars US) pour le porter de son montant actuel de 5.980.946 USD (cinq millions neuf cent quatrevingt mille neuf cent quarante-six Dollars US) à 125.000 USD (cent vingt-cinq mille Dollars US) par le rachat de 5.855.946 (cinq millions huit cent cinquante-cinq mille neuf cent quarante-six) PPRO de la Société d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar US) chacune et leur annulation subséquente (la «Réduction de Capital»).

Il est rapporté qu'il résulte de la Réduction de Capital que l'Associé Unique détiendra envers la Société une créance d'un montant de 5.855.946 USD (cinq millions huit cent cinquante-cinq mille neuf cent quarante-six Dollars US).

Deuxième résolution

En conséquence des déclarations et résolutions qui précèdent, il est décidé de modifier l'article 6 des statuts de la Société à lire comme suit:

« **Art. 6. Capital.** Le capital social de la Société est fixé à 125.000,- USD (cent vingt-cinq mille dollars américains), divisé en 25.000 (vingt-cinq mille) parts sociales d'une valeur nominale de 1,-USD (un dollar américain) chacune (les «Parts Ordinaires»), entièrement libérées et en 100.000 parts préférentielles à rachat obligatoire d'une valeur nominale de 1,- USD (un dollar américain) chacune (les «PPRO»), entièrement libérées.

Ensemble, les Parts Ordinaires et les PPRO sont désignées ci-après par les «Parts Sociales».

Le capital social peut être augmenté ou réduit par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par un vote des associés représentant au moins soixantequinze pourcent (75%) du capital social.

La prime d'émission payée sur les Parts Ordinaires ou sur les PPRO sera consignée sur des comptes spéciaux de la façon suivante:

- toute prime d'émission payée pour les Parts Ordinaires sera consignée sur un compte de prime d'émission des Parts Ordinaires (le «Compte de Prime d'Emission des Parts Ordinaires») et cette prime d'émission restera attachée aux Parts Ordinaires. Toute distribution faite à partir du Compte de Prime d'Emission des Parts Ordinaires ne pourra être faite qu'aux détenteurs de Parts Ordinaires;

- toute prime d'émission payée pour les PPRO sera consignée sur un compte prime d'émission des PPRO (le «Compte de Prime d'Emission des PPRO») et cette prime d'émission restera attachée aux PPRO. Toute distribution faite à partir du Compte de Prime d'Emission des PPRO ne pourra être faite qu'aux détenteurs de PPRO. Tout ou partie du Compte de Prime d'Emission des PPRO pourra être converti élément du Compte de Prime d'Emission des Parts Ordinaires au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des associés de la Société prise en accord avec les statuts de la Société.»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombe à la Société en raison des présentes ou qui pourrait être dû au regard du présent acte est évalué à environ mille six cents euros (EUR 1.600,-).

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais acte par la présente qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française. A la demande de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Redange-sur-Attert, date qu'entête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire des comparants, il a signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: S. LECOMTE, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 10 août 2015. Relation: DAC/2015/13448. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): J. THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 13 août 2015.

Référence de publication: 2015139634/144.

(150151704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2015.

Andalana SCI, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 14, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg E 5.694.

STATUTS

L'an deux-mille quinze, le seize juillet.

Par devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

ONT COMPARU:

1. Monsieur Yves Lacroix, né le 20 avril 1972 à Rocourt, Belgique, domicilié à L-9380 Merscheid, 8 rue de Hoscheid, Luxembourg; et

2. Madame Vinciane Derouaux, épouse Lacroix, née le 10 septembre 1976 à Chênée, Belgique, domiciliée à L-9380 Merscheid, 8 rue de Hoscheid, Luxembourg, représentée par Monsieur Yves Lacroix, pré-cité, en vertu d'une procuration donnée en date du 8 juillet 2015.

La procuration signée "ne varietur" par le comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les comparants ont requis le notaire soussigné d'arrêter les statuts d'une société civile régie par le Code civil et les présents statuts qu'ils déclarent constituer comme suit:

Art. 1^{er}.

1.1 Il est formé entre les associés comparants une société civile particulière, qui a pour objet l'acquisition, la gestion et la mise en valeur d'immeubles et d'autres avoirs au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger ainsi que la prise de participations dans une ou plusieurs sociétés luxembourgeoises ou étrangères, soit au moyen de capitaux propres, soit au moyen d'emprunts, de même que de l'octroi à titre accessoire, de toutes garanties pour ces opérations. Elle peut mettre les immeubles et avoirs ainsi acquis à la disposition de ses associés et de leurs familles.

1.2 La société peut en outre, pour accomplir son objet, emprunter avec ou sans garantie et procéder à l'émission d'emprunts obligataires privés.

1.3 La société peut de même faire toutes les opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en favoriser le développement et ne modifiant pas le caractère civil de la société.

1.4 La société pourra également dans le cadre de son activité accorder hypothèques et autres privilèges ou se porter caution réelle d'engagement en faveur de tiers.

Art. 2. La société prend la dénomination de «ANDALANA SCI», société civile immobilière.

Art. 3. La société, qui dispose de la personnalité juridique, est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4.

4.1 Le siège social est établi à Luxembourg-ville.

4.2 Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision des associés.

Art. 5.

5.1 Le capital social est fixé à cinq mille euros (5.000 EUR) représenté par mille (1.000) parts d'intérêts d'une valeur de cinq euros (5 EUR) chacune.

5.2 Les parts d'intérêts ont été souscrites comme suit:

Monsieur Yves Lacroix, né le 20 avril 1972 à Rocourt, Belgique, domicilié à L-9380 Merscheid, 8 rue de Hoscheid; Luxembourg	500 parts d'intérêt
Madame Vinciane Derouaux, épouse Lacroix, née le 10 septembre 1976 à Chênée, Belgique, domiciliée à L-9380 Merscheid, 8 rue de Hoscheid; Luxembourg	500 parts d'intérêt
Total	1.000 parts d'intérêt

5.3 Les parts d'intérêts ont été intégralement libérées de telle sorte que la somme de cinq mille euros (5.000 EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

Art. 6.

6.1 La cession des parts s'opère par acte authentique ou sous seing privé en observant l'article 1690 du Code Civil et les dispositions suivantes.

6.2 La cession de parts entre vifs ou la transmission pour cause de mort ne sont soumises à aucune restriction si elles ont lieu au profit d'un autre associé, du conjoint ou de descendants d'associés.

6.3 Les parts ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec le consentement d'associés représentant au moins trois quarts du capital social.

6.4 En cas de transfert par l'un des associés de ses parts d'intérêt, les autres associés bénéficieront d'un droit de préemption sur ces parts, à un prix agréé entre associés et fixé à la majorité des trois quart de toutes les parts existantes lors d'une assemblée générale statuant sur le bilan et le résultat de l'exercice. Le droit de préemption s'exercera par chaque associé proportionnellement à sa participation au capital social. En cas de renonciation d'un associé à ce droit de préemption, sa part profitera aux autres associés dans la mesure de leur quote-part dans le capital restant.

6.5 En cas de désaccord sur le prix des parts, ce dernier sera fixé définitivement et sans recours par un réviseur indépendant autorisé à exercer ses fonctions dans le Grand-Duché de Luxembourg et choisi par la gérance au sein d'un cabinet de réviseurs agréé pour la révision externe des comptes d'établissements de crédit de droit luxembourgeois. Le réviseur devra prendre sa décision au plus tard dans les trois mois après sa nomination, sinon une nouvelle désignation de réviseur devra intervenir. Le réviseur aura pour mission de déterminer la valeur vénale réelle des parts au moment de la cession. Dans l'accomplissement de sa mission, le réviseur tiendra compte de toutes données relevantes et il pourra procéder à toutes comparaisons utiles et entendre des tierces personnes. Son évaluation sera motivée.

Art. 7. Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes.

Art. 8.

8.1 Dans leurs rapports respectifs, les associés sont tenus des dettes de la société, chacun dans la proportion du nombre de parts qu'il possède.

8.2 Les engagements des associés à l'égard des tiers sont fixés conformément aux articles 1862 et 1864 du code civil. Par dérogation à l'article 1863 du code civil, les pertes et dettes de la société sont supportées par les associés en proportion du nombre de leurs parts dans la société.

Art. 9.

9.1 La société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs associés, mais continuera entre le ou les survivants et les héritiers ou ayants-cause de l'associé ou des associés décédés.

9.2 L'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un ou de plusieurs associés ne mettra pas fin à la société, qui continuera entre les autres associés, à l'exclusion du ou des associés en état d'interdiction, de faillite ou de déconfiture.

9.3 Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

9.4 Les copropriétaires indivis de parts d'intérêts sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés.

9.5 Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions prises par l'assemblée générale.

Art. 10.

10.1 La société est gérée et administrée par un ou plusieurs associés-gérants. Les gérants ont les pouvoirs de disposition les plus étendus pour gérer la société et l'engager en toutes circonstances, y compris pour les achats et ventes d'immeubles et d'autres avoirs et les opérations d'emprunt. Ils ont tous les pouvoirs non réservés expressément par les statuts à l'assemblée générale des associés.

10.2 Le ou les associés-gérant ne sont révocables que pour des causes légitimes, par une décision de l'assemblée générale des associés adoptée à la majorité des deux tiers de toutes les parts existantes.

10.3 Sont nommés comme associés-gérants statutaires pour une durée indéterminée, révocables uniquement pour des raisons légitimes Monsieur Yves Lacroix et Madame Vinciane Derouaux, pré-mentionnés.

10.4 L'assemblée des associés peut nommer un ou plusieurs associés-gérant supplémentaires. La nomination d'un associé-gérant supplémentaire est adoptée par décision prise à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées. L'assemblée fixe le nombre et la durée des mandats des associés-gérant supplémentaires.

10.5 Le décès, la démission ou l'empêchement d'un des associés-gérants pour quelque motif que ce soit n'entraîne pas la dissolution de la société et il sera pourvu à son remplacement par décision du ou des autres associés.

Art. 11.

11.1 Le ou les associés-gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et faire autoriser tous les actes et opérations rentrant dans son objet.

11.2 Vis-à-vis des tiers, la société est engagée par la signature individuelle de chaque associé-gérant.

Art. 12. Chacun des associés a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les affaires de la société.

Art. 13. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 14.

14.1 Les associés se réunissent au moins une fois par an à l'endroit qui sera indiqué dans l'avis de convocation.

14.2 Les associés peuvent être convoqués extraordinairement par le ou les associés-gérant quand ils le jugent convenable, mais ils doivent être convoqués dans le délai d'un mois, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant un vingtième au moins de toutes les parts sociales.

14.3 Les convocations aux réunions ordinaires ou extraordinaires ont lieu au moyen de lettres recommandées adressées aux associés au moins huit jours à l'avance et doivent indiquer sommairement l'objet de la réunion.

14.4 Une réunion d'associés sera valablement tenue sur convocation verbale et sans délai si tous les associés sont présents ou représentés à cette réunion.

Art. 15.

15.1 Dans toutes les réunions, chaque part donne droit à une voix.

15.2 Sauf disposition contraire dans les présents statuts, les résolutions sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées.

15.3 Tous les associés ont le droit d'assister aux assemblées générales et chacun d'eux peut se faire représenter par un autre associé ou par un tiers. Les associés peuvent également participer et intervenir aux assemblées générales par tout moyen de communication approprié.

Art. 16.

16.1 Les associés peuvent apporter toutes modifications aux statuts, quelqu'en soit la nature et l'importance.

16.2 Les décisions portant modification aux statuts sont prises à la majorité des deux tiers de toutes les parts existantes.

16.3 La dissolution de la société requiert l'assentiment des trois quarts de toutes les parts existantes.

Art. 17.

17.1 En cas de dissolution anticipée de la société, la liquidation de la société se fera par les soins du ou des associés-gérants ou de tout autre liquidateur qui sera nommé et dont les attributions seront déterminées par les associés.

17.2 Le ou les liquidateurs peuvent, en vertu d'une délibération des associés, apporter à une autre société civile ou commerciale, la totalité ou une partie des biens, droits et obligations de la société dissoute, ou céder à une société ou à toute autre personne ces mêmes droits, biens et obligations.

17.3 L'assemblée générale, régulièrement constituée, conserve pendant la liquidation les mêmes attributions que durant le cours de la société. Elle a notamment le pouvoir d'approuver les comptes de la liquidation et de donner quitus au liquidateur.

17.4 Le produit net de la liquidation, après règlement des engagements sociaux, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre des parts possédées par chacun d'eux.

Art. 18. Les articles 1832 à 1872 du Code Civil trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Disposition transitoire:

Le premier exercice commence aujourd'hui et se termine le 31 décembre 2015.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, les associés se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, les associés, représentant l'intégralité du capital social ont pris la résolution suivante:

- Le siège social de la société est fixé à L-1468 Luxembourg, 14, rue Erasme.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

L'acte ayant été lu aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, états civils et demeures, les comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Y. LACROIX et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 20 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/22767. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 27 juillet 2015.

Référence de publication: 2015127044/153.

(150136173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Doge Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11 b, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 100.161.

Benaco, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 181.926.

—
PROJET COMMUN DE FUSION

ENTRE

1) DOGE INVEST S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 11b boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 100.161, ici représentée par deux membres du Conseil d'administration actuellement en fonction, ci-après la «Société Absorbante»

ET

2) BENACO, société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 11b boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 181.926, ici représentée par deux membres du Conseil d'administration actuellement en fonction,

ci-après la «Société Absorbée»;

ensemble avec la Société Absorbante, les «Sociétés».

CONSIDERANT QUE

A. Les Sociétés ont des activités similaires et appartiennent au même groupe de sociétés, la Société Absorbée détenant quarante-neuf pour cent (49 %) des actions émises par la Société Absorbante, soit cinq mille six cent cinquante-quatre (5.654) actions.

Les représentants des Sociétés ont jugé approprié de réorganiser le groupe dans le cadre d'un plan global de simplification administrative de la structure et de rationalisation économique, afin notamment de réduire les coûts d'ordre juridique, comptable et administratif.

Les dirigeants des Sociétés ont jugé préférable de faire absorber la société BENACO par la société DOGE INVEST S.A. compte tenu de l'ancienneté de cette dernière et de la simplification liée à l'absence de modification de l'actionnariat de ses filiales.

En aucun cas la fusion ne répond à un objectif d'évitement d'un impôt généralement quelconque.

B. A l'effet de réaliser la fusion, la Société Absorbante procédera à une augmentation de capital par voie d'émission d'actions nouvelles, lesquelles seront attribuées aux actionnaires de la Société Absorbée, réduisant en outre son capital en vue d'annuler les actions émises par elle-même qu'elle recevra à l'occasion de l'apport de ses propres titres.

C. Aucune des Sociétés n'a fait ou ne fait actuellement l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire ou d'une procédure collective.

1. Contexte. Le présent projet a été adopté par le conseil d'administration de la Société Absorbante lors de sa réunion du 17 août 2015 et par le conseil d'administration de la Société Absorbée lors de sa réunion du 17 août 2015.

Les conseils d'administration de la Société Absorbée et de la Société Absorbante ont établi le présent projet commun de fusion par absorption.

En exécution de ces décisions du conseil d'administration de la Société Absorbante et de celui de la Société Absorbée, il a en outre été décidé que les personnes ci-après désignées étaient dûment autorisées à signer le présent projet de fusion au nom des conseils d'administration, à savoir:

- en ce qui concerne la Société Absorbante:

Monsieur Didier SCHÖNBERGER, domicilié professionnellement au 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

et

Monsieur Roland SOREILLE, demeurant au 27 rue Basse, B-1460 Ittre, Belgique;

- en ce qui concerne la Société Absorbée:

Madame Véronique WAUTHIER, domiciliée professionnellement au 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

et

Monsieur Nicolas HAMEL, domicilié professionnellement au 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Caractéristiques de la fusion envisagée.

2.1. Fusion envisagée

Conformément aux articles 257 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi»), la fusion est réalisée en la forme d'une fusion à l'envers (la «Fusion») par laquelle la Société Absorbante absorbe la Société Absorbée de sorte que, à la date d'effet de la Fusion telle que spécifiée à la clause 2.3 du présent projet de fusion et conformément à l'article 274 de la Loi, les conséquences suivantes seront entraînées de plein droit et simultanément:

(i) tous les actifs et passifs de la Société Absorbée, connus ou inconnus, constituant l'ensemble du patrimoine de la Société Absorbée, seront transmis ipso jure à la Société Absorbante; la transmission universelle aura lieu tant entre la Société Absorbée et la Société Absorbante qu'à l'égard des tiers;

(ii) l'actionnaire unique de la Société Absorbée (l'«Actionnaire») deviendra unique actionnaire de la Société Absorbante dont il détient déjà 51 % par attribution de nouvelles actions de la Société Absorbante;

(iii) la Société Absorbée cessera d'exister;

(iv) les actions de la Société Absorbée détenue par la Société Absorbante seront annulées.

2.2. Caractéristiques des Sociétés

2.2.1. La Société Absorbante est une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social sis au 11b boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 100.161.

La Société Absorbante a été constituée sous la dénomination VALUX HOLDING S.A. pour une durée illimitée le 6 avril 2004 suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 573 du 3 juin 2004.

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le même notaire le 29 mai 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1698 du 3 septembre 2009.

Son capital social est actuellement de un million cent cinquante quatre mille euros (EUR 1.154.000,-) représenté par onze mille cinq cent quarante (11.540) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Aux termes de l'article 4 de ses statuts, son objet social est le suivant:

«La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit dans les entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, en empruntant notamment avec ou sans garantie et en toutes monnaies, par voie d'émissions d'obligations qui pourront également être convertibles et/ou subordonnées et de bons et en accordant des prêts ou garanties à des sociétés dans lesquelles elle aura pris des intérêts.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptible d'en faciliter la réalisation.»

2.2.2. La Société Absorbée est une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 11b boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 181.926.

La Société Absorbée a été constituée pour une durée illimitée le 14 novembre 2013 suivant acte reçu par Maître Paul DECKER, alors notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3035 du 30 novembre 2013.

Son capital social souscrit est de un million d'euros (EUR 1.000.000,-) représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune.

Aux termes de l'article 2 de ses statuts, son objet social est le suivant:

«La Société a pour objet tant au Luxembourg qu'à l'étranger la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. Elle peut notamment acquérir, par voie d'apport, de souscription, d'option d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La Société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets ou autres droits de propriété intellectuelle ainsi que tous droits s'y rattachant ou pouvant les compléter.

La Société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect tous concours, avances, prêts ou garanties.

La Société peut en outre procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés ou non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens et le placement et la gestion de ses liquidités.

La Société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.»

2.3. Date d'effet de la Fusion

Sur le plan comptable, la Fusion sera réputée effective avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2015 et par conséquent, toutes les opérations effectuées à compter de cette date par la Société Absorbée seront, du point de vue comptable, considérées comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante. Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014 de la Société Absorbante ont été approuvés par son Conseil d'Administration en date du 24 avril 2015 et ont été approuvés lors de l'assemblée générale ordinaire du 26 mai 2015. Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014 de la Société Absorbée ont été approuvés par son conseil d'administration en date du 30 avril 2015 et ont été approuvés lors de l'assemblée générale ordinaire du 1^{er} juin 2015.

Une situation comptable au 30 juin 2015 a été approuvée lors des réunions des conseils d'administration de la Société Absorbante et de la Société Absorbée du 17 août 2015.

2.4. Modalités d'évaluation utilisée

S'agissant d'une fusion intragroupe, sur le plan comptable, l'actif et le passif de la Société Absorbée sont évalués à leur valeur nette comptable telle qu'elle ressort des comptes de la Société Absorbée arrêtés au 30 juin 2015. Le rapport d'échange est déterminé sur base des valeurs nominales des actions de la Société Absorbée et de la Société Absorbante. Ce mode d'évaluation n'entraînera aucune conséquence défavorable à l'égard de quiconque.

3. Fusion.

3.1. Rémunération de la Fusion

Il sera procédé à une émission d'actions de la Société Absorbante en rémunération de l'apport effectué par la Société Absorbée.

3.1.1. Apport de l'universalité des actifs corporels et incorporels de la Société Absorbée

Ces actifs comprennent notamment les biens et droits ci-après désignés:

A/ Actif apporté (en euros): quarante-cinq millions quatre cent vingt-deux mille deux cent quarante-et-un euros et quatre-vingt-six cents (45.422.241,86 EUR).

B/ Passif pris en charge (en euros): quarante-quatre millions trois cent un mille deux cent quarante-neuf euros (44.301.249,- EUR).

C/ Actif net (en euros): un million cent vingt mille neuf cent quatre-vingt-douze euros et quatre-vingt-six cents (1.120.992,86 EUR)

3.1.2. Calcul de la parité / rapport d'échange

3.1.2.1. Valorisation de la Société Absorbée

La valeur de l'actif net de la Société Absorbée (en euros) est égale à un million cent vingt mille neuf cent quatre-vingt-douze euros et quatre-vingt-six cents (1.120.992,86 EUR).

Le capital social de la Société Absorbée étant divisé en mille (1.000) actions, la valeur intrinsèque de chaque action est égale à mille cent vingt euros et quatre-vingt-dix-neuf cents (1.120,99 EUR).

3.1.2.2. Valorisation de la Société Absorbante

3.1.2.3. Rapport d'échange

Le rapport d'échange sur base des valeurs intrinsèques serait donc d'une (1) action DOGE INVEST S.A. pour 0,55166076 actions BENACO. Or, comme nous nous trouvons dans le cadre d'une restructuration interne au groupe, les valeurs nominales des actions ont été retenues pour la détermination du rapport d'échange. Le rapport d'échange est donc arrêté à dix (10) actions de la Société Absorbante pour une (1) action de la Société Absorbée.

3.1.2.4. Rémunération de l'apport-fusion

En rémunération de cet apport, dix mille (10.000) actions nouvelles, entièrement libérées, devraient être émises par la Société Absorbante au titre de l'augmentation de capital d'un montant de un million d'euros (1.000.000,-EUR). Toutefois la Société Absorbée détenant cinq mille six cent cinquante-quatre (5.654) actions de la Société Absorbante, cette dernière détiendrait ses propres titres à la suite de l'apport-fusion. Afin de régulariser cette situation, la Société Absorbante procédera à l'annulation de ses actions par réduction corrélative de son capital pour un montant égal à la valeur nominale de ses propres actions qui lui sont apportées par la Société Absorbée, soit une réduction de cinq cent soixante-cinq mille quatre cents euros (565.400,- EUR).

3.1.2.5. Prime de fusion

La prime de fusion représente la différence entre la valeur nette des biens apportés et la valeur nominale des titres émis en contrepartie:

- valeur nette des apports (en euros): un million cent vingt mille neuf cent quatre-vingt-douze euros et quatre-vingt-six cents (1.120.992,86 EUR)

- valeur nominale des actions créées: un million d'euros (1.000.000,- EUR)

Prime de fusion (en euros): cent vingt mille neuf cent quatre-vingt-douze euros et quatre-vingt-six cents (120.992,86 EUR)

constituera la prime de fusion qui sera inscrite au passif du bilan de la Société Absorbante et sur laquelle porteront les droits de tous les actionnaires nouveaux de la Société Absorbante. De convention expresse, la réalisation définitive de la Fusion vaudra autorisation pour le conseil d'administration de la Société Absorbante, de prélever sur ladite prime le montant de tous frais, charges et impôts consécutifs à la Fusion, objet des présentes.

3.1.3. Modalités de remise des actions de la Société Absorbante

La propriété des actions résultera du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante qui constatera la création de dix mille (10.000) actions attribuées aux actionnaires de la Société Absorbée, à l'exclusion des cinq mille six cent cinquante-quatre (5.654) actions créées au profit de la Société Absorbante immédiatement annulées. Ces nouvelles actions jouiront des mêmes droits et supporteront les mêmes charges que les actions existantes.

3.1.4. Date à partir de laquelle ces actions donnent le droit de participer aux bénéfices et modalités particulières relatives à ce droit

Ces actions donneront le droit à l'Actionnaire de participer aux bénéfices de la Société Absorbante à partir de la date de réalisation définitive de la Fusion. Aucune modalité particulière n'est relative à ce droit.

3.1.5. Date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante

Les opérations de la Société Absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante à partir du 1^{er} juillet 2015.

3.2 Charges et conditions

Les biens apportés sont libres de toutes charges et conditions autres que celles ici rappelées:

3.2.1. Enoncé des charges et conditions

A/ La Société Absorbante prendra les biens apportés par la Société Absorbée dans l'état où ils se trouveront à la date de réalisation définitive de la Fusion, sans pouvoir exercer aucun recours contre la Société Absorbée, pour quelque cause que ce soit, quelle qu'en soit l'importance.

B/ Ainsi qu'il a déjà été dit, les apports de la Société Absorbée sont consentis et acceptés moyennant la charge pour la Société Absorbante de payer l'intégralité du passif de la Société Absorbée, tel qu'énoncé plus haut. D'une manière générale,

la Société Absorbante prendra en charge l'intégralité du passif de la Société Absorbée, tel que ce passif existera au jour de la réalisation définitive de la Fusion projetée.

Il est précisé ici que le montant ci-dessus indiqué du passif de la Société Absorbée FSM, donné à titre purement indicatif, ne constitue pas une reconnaissance de dettes au profit de prétendus créanciers qui seront tenus, dans tous les cas, d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

Enfin, la Société Absorbante prendra à sa charge les passifs, qui n'auraient pas été comptabilisés et transmis en vertu du présent acte, ainsi que les passifs, ayant une cause antérieure à la date de réalisation définitive de la Fusion, mais qui ne se révéleraient qu'après la réalisation définitive de la Fusion.

3.2.2. L'absorption est, en outre, faite sous les autres charges et conditions suivantes:

A/ La Société Absorbante aura tous pouvoirs, dès la réalisation de la Fusion, notamment pour tenter ou défendre à toutes actions judiciaires en cours ou nouvelles, aux lieu et place de la Société Absorbée et relatives aux biens apportés, pour donner tous acquiescements à toutes décisions, pour recevoir ou payer toutes sommes dues en suite des sentences ou transactions.

B/ La Société Absorbante supportera et acquittera, à compter du jour de la réalisation de la Fusion, les impôts et taxes, ainsi que toutes charges quelconques, ordinaires ou extraordinaires, grevant ou pouvant grever les biens et droits apportés et celles qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation ou à la propriété des biens apportés.

C/ La Société Absorbante exécutera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, tous traités, marchés et conventions intervenus avec des tiers, relativement à l'exploitation des biens apportés et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant à ses risques et périls, sans recours contre la Société Absorbée.

D/ Elle se conformera aux lois, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celle dont font partie les biens apportés et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.

E/ La Société Absorbante sera subrogée, à compter de la date de la réalisation définitive de la fusion dans le bénéfice et la charge des contrats de toute nature liant valablement la Société Absorbée à des tiers pour l'exploitation de son activité.

Elle fera son affaire personnelle de l'obtention de l'agrément par tous tiers à cette subrogation, la Société Absorbante s'engageant, pour sa part, à entreprendre, chaque fois que cela sera nécessaire, les démarches en vue du transfert de ces contrats.

F/ La Société Absorbée ne compte aucun salarié. En conséquence, la Société Absorbante ne reprendra aucun contrat, ni aucune charge à cet égard.

G/ La Société Absorbante reprend à son compte et s'engage à respecter tous engagements souscrits par la Société Absorbée et auxquels celle-ci est tenue du fait des opérations de fusion ou d'apport partiel d'actif auxquelles elle aurait, le cas échéant, participé antérieurement.

3.2.3. Pour ces apports, la Société Absorbée prend les engagements ci-après:

A/ La Société Absorbée s'oblige jusqu'à la date de réalisation définitive de la Fusion, à poursuivre l'exploitation de son activité, en bon père de famille ou en bon commerçant, et à ne rien faire, ni laisser faire qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner sa dépréciation.

De plus, jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, la Société Absorbée s'oblige à n'effectuer aucun acte de disposition du patrimoine social de ladite société sur des biens, objets de la présente Fusion, en dehors des opérations sociales courantes, sans accord de la Société Absorbante, et à ne contracter aucun emprunt exceptionnel sans le même accord.

B/ Elle s'oblige à fournir à la Société Absorbante, tous les renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans la présente Fusion et l'entier effet des présentes conventions.

Elle devra notamment, à premier réquisition de la Société Absorbante, faire établir tous actes complémentaires, réitératifs ou confirmatifs de la présente Fusion et fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

C/ Elle s'oblige à remettre et à livrer à la Société Absorbante aussitôt après la réalisation définitive de la présente Fusion, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

D/ Les représentants de la Société Absorbée obligent cette dernière à faire son meilleur effort pour permettre à la Société Absorbante d'obtenir le transfert à son profit et le maintien aux mêmes conditions, après réalisation définitive de la fusion, des contrats dont bénéficie la Société Absorbée.

3.3. Droits spéciaux et avantages particuliers

Dans le cadre de la Fusion, aucun avantage particulier n'est accordé aux membres des organes d'administration, de gestion, de direction, de surveillance ou de contrôle des Sociétés.

3.4. Salariés

Ni la Société Absorbante ni la Société Absorbée ne disposent de salariés.

4. Déclarations générales. La Société Absorbée déclare:

- qu'elle n'a jamais été en état de cessation des paiements, n'a jamais fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, n'a jamais fait l'objet d'une procédure collective sous l'empire des articles afférents de la loi luxembourgeoise et, de manière générale, qu'elle a la pleine capacité de disposer de ses droits et biens;
- qu'elle est propriétaire de ses actifs;
- qu'elle n'est actuellement, ni susceptible d'être ultérieurement, l'objet d'aucune poursuite pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité;
- qu'elle a obtenu toutes les autorisations contractuelles, administratives ou autres qui pourraient être nécessaires pour assurer valablement la transmission des biens apportés;
- que les créances et valeurs mobilières apportées sont de libre disposition; qu'elles ne sont grevées d'aucun nantissement; que les procédures d'agrément préalable auxquelles pourrait être subordonnée leur transmission à la Société Absorbante ont été régulièrement entreprises;
- que son patrimoine n'est menacé d'aucune mesure d'expropriation;
- que les autres biens ne sont grevés d'aucune inscription de privilège de vendeur ou de nantissement, étant entendu que, si une autre inscription se révélait du chef de la Société Absorbée, cette dernière devrait immédiatement en rapporter mainlevée et certificat de radiation;
- que tous les livres de comptabilité de la Société Absorbée ont fait l'objet d'un inventaire par les parties qui les ont visés;
- qu'elle s'oblige à remettre et à livrer à la Société Absorbante aussitôt après la réalisation définitive de la présente Fusion, les livres, documents et pièces comptables inventoriés.

5. Dépôt et publication du projet de fusion. Le présent projet sera publié au Mémorial C du Recueil des Sociétés et Associations du Grand-Duché de Luxembourg un mois au moins avant la date de l'assemblée générale de la Société Absorbée étant appelée à se prononcer sur le projet commun de fusion.

6. Rapport des organes d'administration de chacune des sociétés. Les actionnaires des Sociétés ont renoncé à l'établissement d'un rapport justifiant le projet commun de fusion, par application de l'article 265 (3) de la Loi.

7. Rapport d'un expert. Les actionnaires des Sociétés ont renoncé à l'examen du présent projet de fusion par des experts indépendants et à l'établissement d'un rapport d'expert, par application de l'article 266 (5) de la Loi.

8. Réalisation définitive de la fusion. Conformément aux articles 262 (1) et 272 de la Loi, la Fusion sera réalisée lorsque sera intervenue l'approbation concordante de la Fusion par les assemblées générales des actionnaires des Sociétés, laquelle ne pourra avoir lieu qu'après l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la publication du présent projet de fusion, établi en la forme authentique, au Mémorial C du Recueil des Sociétés et Associations du Grand-Duché de Luxembourg.

Elle prendra effet à l'égard des tiers après publication des procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires des Sociétés décidant la Fusion, conformément à l'article 273 (1) de la Loi.

L'approbation de la Fusion sera notifiée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, et sera publiée au Mémorial C du Recueil des Sociétés et Associations du Grand-Duché de Luxembourg.

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne droit la Fusion, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la Société Absorbante.

9. Election de domicile. Pour l'exécution des présentes et leurs suites et pour toutes significations et notifications, les représentantes des Sociétés élisent domicile au siège de la Société Absorbante.

Les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège social de la Société Absorbante.

10. Pouvoirs. Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés

- aux soussignés, ès qualités, représentant les Sociétés concernées par la Fusion à l'effet s'il y avait lieu de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs;
- aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de la Fusion, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, dépôts, inscriptions, publications et autres.

En quatre originaux dont un pour chaque société.

Fait à Luxembourg, le 17 août 2015.

Pour *DOGE INVEST S.A.*

Didier SCHÖNBERGER / Roland SOREILLE

Pour *BENACO*

Véronique WAUTHIER / Nicolas HAMEL

Référence de publication: 2015140746/299.

(150153695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

EGGETSBERGER International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1453 Luxembourg, 20, route d'Echternach.
R.C.S. Luxembourg B 163.721.

„CALADON GmbH“ Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Siège social: A-1040 Wien, Floragasse 3/25; Österreich.
Firmenbuch des Handelsgerichts Wien nr: FN 411988s.

GEMEINSAMER VERSCHMELZUNGSPLAN

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am sechsten August.

Vor dem unterzeichneten Notar Gérard Lecuit mit Amtssitz in Luxemburg Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

1. Eggetsberger International S.A., eine Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts, mit Gesellschaftssitz in 20, route d'Echternach, 1453 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg („Luxemburg“), eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 163.721 (hiernach „EGI Luxemburg“), als übertragender Rechtsträger,

hier vertreten durch Herrn Georges Wirtz, geschäftsansässig in 20, route d'Echternach, 1453 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg aufgrund einer durch den Verwaltungsrat erhaltenen Vollmacht am 6. August 2015.

2. CALADON GmbH, eine österreichische Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in Wien, Floragasse 3/25, eingetragen im Firmenbuch des Handelsgerichts Wien unter der Nummer FN 411988s (hiernach „CALADON“), als übernehmender Rechtsträger,

hier vertreten durch Herrn Georges Wirtz, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in 20, route d'Echternach, 1453 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 11. Juli 2015 durch den Geschäftsführer der CALADON erteilten Vollmacht, als Bevollmächtigter der Geschäftsführung der CALADON.

Die vorgenannten Vollmachten, nachdem sie „ne varietur“ durch den Vertreter der erschienenen Parteien und den unterzeichneten Notar unterschrieben wurden, bleiben dieser Urkunde zum Zwecke der Eintragung dauerhaft beigelegt.

Die vorgenannten Erschienenen fordern daraufhin den amtierenden Notar auf, festzuhalten und notariell zu beurkunden, dass die EGI Luxemburg und die CALADON hiermit den nachfolgenden gemeinsamen Verschmelzungsplan („Gemeinsamer Verschmelzungsplan“) aufstellen, festsetzen und vereinbaren:

Präambel

(A) Der Verwaltungsrat der Eggetsberger International S.A., 20, route d'Echternach, 1453 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, („Luxemburg“), eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 163.721 („EGI Luxemburg“), als übertragender Rechtsträger, sowie die Geschäftsführung der CALADON GmbH, 1040 Wien, Floragasse 3/25en, Österreicher, eingetragen im Firmenbuch des Handelsgerichtes Wien unter der Nummer FN 411988s („CALADON“), als übernehmender Rechtsträger stellen hiermit den folgenden Gemeinsamen Verschmelzungsplan („Gemeinsamer Verschmelzungsplan“) für die grenzüberschreitende Verschmelzung der EGI Luxemburg auf die CALADON („Verschmelzung“ oder „Grenzüberschreitende Verschmelzung“) auf.

(B) Die EGI Luxemburg ist eine Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts (Société Anonyme) mit satzungsmäßigem Sitz in 20, route d'Echternach, 1453 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg. Das Stammkapital der EGI Luxemburg beträgt gegenwärtig EUR 31.000 (in Worten: ein und dreißig tausend Euro) und ist eingeteilt in 31.000 (in Worten: ein und dreißig tausend) Aktien ohne Nennwert, alle vollständig eingezahlt. Die Aktien der EGI Luxemburg sind Namensaktien und können nicht in Inhaberaktien umgewandelt werden und über die Aktien wird im Einklang mit Art. 39 des Luxemburger abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften („LHG“) ein Aktienregister am Sitz der Gesellschaft geführt. Sämtliche Aktien der EGI Luxemburg werden von der CALADON gehalten. Die EGI Luxemburg hält umgekehrt keine direkten oder indirekten Anteile an der CALADON. Die CALADON ist eine nach dem Recht der Republik Österreich errichtete Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

(C) CALADON wird sich als übernehmender Rechtsträger an der grenzüberschreitenden Verschmelzungen beteiligen. Für die CALADON sind die für Körperschaften maßgeblichen Regelungen des österreichischen EU. Verschmelzungsgesetzes (hiernach „EU-VerschG“) sowie des österreichischen GmbH Gesetzes (hiernach „GmbHG“) entsprechend anzuwenden, soweit der Gesellschaftsvertrag der CALADON nicht etwas anderes bestimmen. Die Verschmelzungsfähigkeit der EGI Luxemburg und das Verfahren in Luxemburg regeln Art. 278 ff. LHG.

(D) Weder die EGI Luxemburg noch die CALADON haben bei Inkrafttreten der rechtlichen Wirksamkeit der Verschmelzung Arbeitnehmer, dementsprechend besteht auch kein Personalrat bzw. keine Gewerkschaftsvertretung.

(E) Die EGI Luxemburg verfügt über keinen Aufsichtsrat,

(F) Die EGI Luxemburg verfügt über keinen Grundbesitz.

(G) Die Parteien beabsichtigen, die EGI Luxemburg als übertragende Gesellschaft auf die CALADON als übernehmenden Rechtsträger nach den Vorschriften von Art. 278 LHG und § 5 ff. EU-VerschG grenzüberschreitend zu verschmelzen, wobei als Folge der vorstehenden Verschmelzung die EGI Luxemburg unter Ausschluss der Liquidation

aufgelöst wird und sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten auf die CALADON als alleinige Aktionärin der EGI Luxembourg übertragen bzw. von dieser übernommen werden.

Dies vorausgeschickt stellen das Managing Board der EGI Luxembourg und die Geschäftsführung der CALADON gemäß Art. 278 ff. LHG und gemäß §5 EU-VerschG folgenden gemeinsamen Verschmelzungsplan auf:

1. Verschmelzung, Vermögensübertragung, Gegenleistung.

1.1 Verschmelzung

Die EGI Luxembourg wird als übertragende Gesellschaft im Wege der grenzüberschreitenden Verschmelzung gemäß Art. 278 ff. LHG und § 5 auf die CALADON als übernehmenden Rechtsträger verschmolzen.

1.2 Vermögensübertragung

Durch die Verschmelzung wird das gesamte Aktiv- und Passivvermögen der EGI Luxembourg zum Zeitpunkt ihrer Auflösung ohne Abwicklung auf die CALADON übertragen („Verschmelzung durch Aufnahme“).

1.3 Gegenleistung

Die CALADON ist alleinige Aktionärin der EGI Luxembourg. Deshalb wird gemäß § 5 (3) EU-VerschG, sowie Art. 278 LHG das Stammkapital der CALADON zur Durchführung der Verschmelzung nicht erhöht, und es werden im Rahmen der Verschmelzung keine neuen Anteile am Stammkapital der CALADON ausgegeben. Daher erübrigen sich im Gemeinsamen Verschmelzungsplan nach den anwendbaren österreichischen und luxemburgischen Vorschriften nähere Angaben zum Umtauschverhältnis, bzw. Angaben hinsichtlich der Übertragung von neuen Anteilen am Stammkapital der CALADON als dem übernehmenden Rechtsträger sowie die Angabe des Zeitpunkts, von dem an neu ausgegebene Anteile am Stammkapital das Recht auf Beteiligung am Gewinn gewähren. Gemäß Art. 278 LHG entfallen die Angaben nach Art. 261 (2) b), c) und d) LHG.

2. Voraussichtliche Auswirkungen auf die Beschäftigung. Keiner der beteiligten Rechtsträger beschäftigt Personal, Auswirkungen auf Beschäftigung gibt es somit keine.

3. Verschmelzungstichtag, steuerlicher Übertragungstichtag.

3.1 Verschmelzungstichtag

Zu Zwecken der Rechnungslegung erfolgt die Verschmelzung Wirkung zum 1. Juli 2015, 0.00 Uhr (MEZ/CET). Ab diesem Zeitpunkt gelten alle Handlungen und Geschäfte der EGI Luxembourg als für Rechnung der CALADON vorgenommen („Verschmelzungstichtag“).

3.2 steuerlicher Übertragungstichtag

Für österreichische und luxemburgische steuerliche Zwecke erfolgt die Verschmelzung mit Wirkung zum Ablauf des 30. Juni 2015 („steuerlicher Übertragungstichtag“).

4. Rechte, Maßnahmen und besondere Vorteile, Verschmelzungsprüfung, Bericht, Zustimmung, Einsichtrechte der Aktionäre.

4.1 Es werden keine Rechte im Sinne des Art. 261 (2) f) LH- und des § 5 (2) 7. EU-VerschG an Gesellschafter oder Träger mit Sonderrechten oder an Inhaber von anderen Wertpapieren als Gesellschaftsanteile gewährt. Es wurden auch keine anderen Maßnahmen im Sinne der genannten Vorschriften für diese Personen vorgeschlagen.

4.2 Es werden keine besonderen Vorteile im Sinne des Art. 261 (2) g) LHG und des § 5 (2) 8 EU-VerschG an Mitglieder der Verwaltungs-, Leitungs-, Aufsichts- oder Kontrollorgane der EGI Luxembourg oder der CALADON gewährt. Es sind auch keine besonderen Maßnahmen für diese Personen vorgesehen oder vorgeschlagen.

4.3 Sachverständige Prüfer des Gemeinsamen Verschmelzungsplans werden nicht bestellt, weil die CALADON alleinige Aktionärin der EGI Luxembourg ist. In diesem Fall ist eine Verschmelzungsprüfung gemäß Art. 266 LHG in Verbindung mit Art. 278 LHG und § 5 (3) EU-VerschG nicht erforderlich.

4.4 Der Bericht der geschäftsführenden Organe der miteinander zu verschmelzenden Gesellschaften gemäß Art. 265 (1) LHG, § 6 EU-VerschG wird den Aktionären der EGI Luxembourg und den Gesellschaftern der CALADON mindestens einen Monat vor der Durchführung der Hauptversammlung der CALADON, welche über die Verschmelzung beschließen soll, zugänglich gemacht. Die in Art. 265 (2) LHG genannten Informationen zu wesentlichen Änderungen von Aktiva und Passiva, welche zwischen dem Datum der Aufstellung des Gemeinsamen Verschmelzungsplans und dem Datum der Hauptversammlung der CALADON, welche hierüber befinden soll, eingetreten sind, werden den Aktionären der EGI Luxembourg und dem Alleingesellschafter der CALADON vorgelegt werden, sofern es nach den genannten Bestimmungen erforderlich sein sollte.

4.5 Der Gemeinsame Verschmelzungsplan erfordert nicht die Zustimmung der Hauptversammlung der Aktionäre der EGI Luxembourg, da die CALADON alleinige Aktionärin der EGI Luxembourg ist, vgl. Art. 279 (2) LHG. Sowie § 9 (2) EU-VerschG

4.6 Der Aktionär der EGI Luxembourg sowie der Alleingesellschafter der CALADON hat gemäß Art. 267 LHG bzw. gemäß §8(1) 1 EU-VerschG, i V.m. § 97 GmbHG das Recht, mindestens einen Monat vor dem Tag der Hauptversammlung der CALADON, die über den Gemeinsamen Verschmelzungsplan zu beschließen hat, am Sitz des jeweiligen Rechtsträgers den Gemeinsamen Verschmelzungsplan, sowie die Jahresabschlüsse (und für die EGI Luxembourg auch die jährlichen Geschäftsberichte) der an der Verschmelzung beteiligten Rechtsträger der letzten drei Geschäftsjahre einzusehen.

5. Satzung (Gesellschaftsvertrag) der CALADON. Die Satzung (der Gesellschaftsvertrag) der CALADON, als übernehmender Rechtsträger, wird im Zusammenhang mit der Durchführung der Verschmelzung nicht geändert. Die aktuelle Satzung der CALADON ist diesem Gemeinsamen Verschmelzungsplan als Anlage 1 beigefügt. Anlage 1 bildet einen festen und untrennbaren Teil dieses Gemeinsamen Verschmelzungsplans.

6. Verfahren zur Beteiligung der Arbeitnehmer. Da keine der Gesellschaften Arbeitnehmer beschäftigt, gibt es keine Erfordernis zur Durchführung eines Arbeitnehmerbeteiligungsverfahrens.

7. Bewertung des Aktiv- und Passiv-vermögens.

7.1 Keine gesonderte Bewertung des Aktiv- und Passiv-vermögens

Eine gesonderte Bewertung des Aktiv- und Passivvermögens der EGI Luxembourg wurde nicht durchgeführt, da die CALADON alleinige Gesellschafterin der EGI Luxembourg ist und mit Wirksamwerden der Verschmelzung das Aktiv- und Passivvermögen der EGI Luxembourg handelsrechtlich zu aus der Schlussbilanz der EGI Luxembourg (Jahresabschluss der EGI Luxembourg für das Geschäftsjahr 2013) abgeleiteten Buchwerten auf die CALADON übertragen wird.

7.2 Handelsrechtliche Buchwertfortführung

Das Aktiv- und Passivvermögen der EGI Luxembourg wird in der handelsrechtlichen Bilanz der CALADON zu den aus der Schlussbilanz der EGI Luxembourg abgeleiteten Buchwerten fortgeführt.

8. Stichtage zur Festlegung der Verschmelzungsbedingungen. Die Bilanzen der Jahresabschlüsse der EGI Luxembourg und der CALADON zum 30. Juni 2015 werden als Bilanzen zur Festlegung der abschließenden grenzüberschreitenden Verschmelzung verwendet.

9. Kosten. Die durch den Abschluss dieses Gemeinsamen Verschmelzungsplanes und seine Ausführung entstehenden Kosten werden von der CALADON getragen. Im Übrigen trägt jeder der an der Verschmelzung beteiligten Rechtsträger seine Kosten selbst, insbesondere solche, die im Zusammenhang mit der Vorbereitung dieses Gemeinsamen Verschmelzungsplanes entstanden sind. Die Kostenregelung gilt auch, falls die Verschmelzung nicht wirksam werden sollte.

10. Gremienvorbehalt, Wirksamkeit der Verschmelzung, Rücktrittsrecht.

10.1 Dieser Gemeinsame Verschmelzungsplan wird wirksam, wenn ihm der Alleingesellschafter der CALADON gemäß § 8 & § 9 EU-VerschG zugestimmt hat. Der Luxemburger Notar wird sowohl die Bestätigung gemäß Art. 271 (2) LHG, als auch zu einem späteren Zeitpunkt (nach Durchführung der Hauptversammlung der CALADON, welche über die Verschmelzung beschlossen hat) aus Gründen der Rechtsicherheit eine Bestätigung gemäß Art. 273 (1) LHG erstellen.

10.2 Die rechtliche Wirksamkeit der grenzüberschreitenden Verschmelzung gegenüber Dritten tritt mit der Eintragung der grenzüberschreitenden Verschmelzung im Firmenbuch der CALADON ein. Nach Durchführung der grenzüberschreitenden Verschmelzung hört die EGI Luxembourg auf zu bestehen, wobei die Löschung der EGI Luxembourg aus dem Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister, im Einklang mit den Bestimmungen von Art. 273ter LHG, jedoch erst nach dem Erhalt der Benachrichtigung des Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregisters durch das österreichische Firmenbuch der CALADON als aufnehmender Rechtsträger erfolgt.

10.3 Die CALADON kann von diesem Gemeinsamen Verschmelzungsplan zurücktreten, wenn die Verschmelzung nicht bis zum Ablauf des 31. Dezember 2015 wirksam geworden ist.

11. Sonstiges.

11.1 Die Gläubiger der von der Verschmelzung betroffenen Rechtsträger können sich gemäß Art.262 (2) c) LHG am Gesellschaftssitz der von der Verschmelzung betroffenen Rechtsträger über die Vorkehrungen in Bezug auf ihre Gläubigerrechte vollständig und kostenlos informieren.

11.2 Änderungen und Ergänzungen dieses Gemeinsamen Verschmelzungsplans, einschließlich dieser Klausel, bedürfen zu ihrer Wirksamkeit der Schriftform, soweit nicht notarielle Beurkundung zwingend vorgesehen ist.

11.3 Sollten einzelne Bestimmungen dieses Gemeinsamen Verschmelzungsplans nichtig, unwirksam oder undurchführbar sein oder werden, so bleiben davon die übrigen Bestimmungen unberührt. An die Stelle der nichtigen, unwirksamen oder undurchführbaren Bestimmung tritt eine Bestimmung, die demjenigen am nächsten kommt, was von den Parteien mit der nichtigen, unwirksamen oder undurchführbaren Bestimmung wirtschaftlich gewollt war. Gleiches gilt im Falle von Regelungslücken.

11.4 Soweit erforderlich, wird die CALADON die Eintragung der Verschmelzung im Firmenbuch des für die CALADON zuständigen Registergerichts beantragen und die entsprechende Benachrichtigung des Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregisters veranlassen.

11.5 Von dieser Urkunde erhalten die EGI Luxembourg und die CALADON jeweils vier (4) Ausfertigungen und jeweils vier (4) beglaubigte Abschriften. Das Firmenbuch Wien sowie das Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) erhalten je eine (1) beglaubigte Abschrift.

Kosten

Die Kosten, Auslagen, Aufwendungen und Honorare jeglicher Art, welche auf Grund dieser Urkunde entstehen, werden auf 1.000,- EURO geschätzt.

Bestätigung

Der amtierende Notar bestätigt hiermit die Existenz und die Gesetzesmäßigkeit dieses Gemeinsamen Verschmelzungsplans.

WORÜBER URKUNDE, geschehen und aufgenommen in Luxemburg in der Amsstube des Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung der Urkunde an den Bevollmächtigten, handelnd wie oben angegeben, hat dieser zusammen mit dem Notar die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Signé: G. WIRTZ, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 10 août 2015. Relation: 1LAC/2015/25584. Reçu douze euros (EUR 12,-).

Le Receveur (signé): P. WOLLING.

**Folgt die Satzung der Gesellschaft mit beschränkter Haftung „CALADON GmbH“,
beigefügt als Anlage 1:**

Gesellschaftssteuer selbstberechnet am 12.2.2014
zu Erfassungsnummer: 10-127.247/2014 - Team: 14
OEFF NOT BIEBER BRIX & PARTNER
Wien - Innere Stadt
Geschäftszahl: 36

NOTARIATSAKT

Heute, am 12. (zwölften) Februar 2014 (zweitausendundvierzehn) hat vor mir, Doktor Christian Mayer, öffentlicher Notar, mit dem Amtssitz in Wien Innere Stadt, in meinen Amtsräumlichkeiten Seilerstätte 28 in 1010 Wien

Magister Petra Apeldauer, geboren am 16. (sechzehnten) Februar 1969 (eintausendneunhundertneunundsechzig), Dominikanerbastei 19, 1010 Wien, Rechtsanwältin, 1010 Wien, persönlich bekannt errichtet und zu Akt gegeben nachfolgende:

Erklärung über die Errichtung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung

§ 1. Gesellschafter, Firma. Unter der Firma

Caladon GmbH

wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung errichtet.

§ 2. Sitz. Sitz der Gesellschaft ist Wien.

§ 3. Gegenstand des Unternehmens. Gegenstand des Unternehmens ist:

Handel mit Waren aller Art, Erbringung von Dienstleistungen aller Art, so auch die Übernahme von Entwicklungs-/ Weiterentwicklungsaufträgen technischer Produkte und Abwicklung derselben oder administrative Dienste aller Art, wie unter anderem online Bestellungsabwicklung sowie auftragsbezogene Produktionen von technischen Produkten und die Veranstaltung, Abhaltung und Organisation von Veranstaltungen, wie unter anderem Vorträgen, Seminaren oder Trainings.

Die Gesellschaft ist zu allen Geschäften und Maßnahmen berechtigt, die zur Erreichung des Gesellschaftszweckes notwendig oder nützlich erscheinen. Geschäfte, die dem Bankwesengesetz oder dem Bundes-Wertpapieraufsichtsgesetz unterliegen, sind nicht Gegenstand des Unternehmens.

§ 4. Stammkapital. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt Euro 10,000.00 (zehntausend) und ist von dem Gesellschafter in folgender Weise übernommen und bar zur Hälfte einbezahlt:

Magister Petra Apeldauer:

- Stammeinlage: Euro 10,000.00 (zehntausend)

- hierauf bar geleistet: Euro 5,000.00 (fünftausend)

§ 5. Dauer, Geschäftsjahr.

5.1 Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

5.2 Die Geschäftsjahre der Gesellschaft sind mit den Kalenderjahren ident. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt mit Eintragung der Gesellschaft in das Firmenbuch und endet am 31. (einunddreißigsten) Dezember 2014 (zweitausendundvierzehn).

§ 6. Geschäftsführung, Vertretung.

6.1. Die Gesellschaft hat einen, zwei oder mehrere Geschäftsführer. Ihre Bestellung und Abberufung erfolgt durch die Generalversammlung mit einfacher Stimmenmehrheit.

6.2. Die Gesellschaft wird, wenn nur ein Geschäftsführer bestellt ist, durch diesen selbständig, wenn zwei oder mehrere Geschäftsführer bestellt sind, durch je zwei Geschäftsführer gemeinsam oder auch durch je einen Geschäftsführer in Gemeinschaft mit einem Gesamtprokuristen vertreten.

6.3. Die Vertretung durch zwei Gesamtprokuristen ist mit der Einschränkung des § 49 (Paragraph neunundvierzig) des Unternehmensgesetzbuches zulässig.

6.4. Die Generalversammlung kann, auch wenn mehrere Geschäftsführer bestellt sind, einzelnen von ihnen selbständige Vertretungsbefugnis erteilen.

6.5. Die Generalversammlung kann eine Geschäftsordnung für die Geschäftsführer beschließen.

6.6. Für Rechtsgeschäfte zwischen der Gesellschaft und einem Geschäftsführer ist die beschlussmäßige Zustimmung sämtlicher Gesellschafter erforderlich.

6.7. Ohne Zustimmung der Generalversammlung dürfen Geschäftsführer weder Geschäfte in deren Geschäftszweig für eigene oder fremde Rechnung machen, noch bei einer Gesellschaft des gleichen Geschäftszweiges als persönlich haftender Gesellschafter sich beteiligen oder eine Stelle im Vorstand oder Aufsichtsrat oder als Geschäftsführer bekleiden.

6.8. Die Geschäftsführer sind im Innenverhältnis verpflichtet, die Zustimmung der Generalversammlung zu allen Geschäften einzuholen, die über den Umfang des gewöhnlichen Geschäftsbetriebes hinausgehen, insbesondere aber für folgende Geschäfte:

- a) Erwerb, Veräußerung und Belastung von Grundstücken oder grundstücksähnlichen Rechten;
- b) Errichtung von Gebäuden sowie Um-, Auf-, oder Zubauten, soweit die hierfür notwendigen Investitionen einen Betrag von Euro 1 (eine) Million übersteigen;
- c) Bestellung von Prokuristen oder Handlungsbevollmächtigten;
- d) Aufnahme und Gewährung von Darlehen und Krediten, soweit sie einen Betrag von Euro 5,000.00 (fünftausend) übersteigen; oder soweit sie innerhalb eines Geschäftsjahres Euro 10,000.00 (zehntausend) übersteigen;
- e) Abschluss von Bestandverträgen sowie deren Abänderung und Beendigung;
- f) Erwerb neuer Unternehmungen;
- g) Übernahme von Bürgschaften oder Haftungen für Dritte;
- h) Veräußerung des Geschäftsbetriebes zum Teil oder zum Ganzen;
- i) sowie alle anderen vom Gesetz vorgesehenen Gegenstände.

Die unter litera b) genannten Beträge verändern sich in dem Maße, in dem sich der Index der Verbraucherpreise 2010 = 100 oder ein an seine Stelle tretender Index gegenüber der für März 2014 (zweitausendundvierzehn) verlautbarten Indexzahl verändert.

§ 7. Rechnungslegung.

7.1. Der Jahresabschluss ist nach den Grundsätzen ordnungsgemäßer Buchführung so klar und übersichtlich zu erstellen, dass er ein möglichst getreues Bild der Vermögens-, Finanz- oder Ertragslage der Gesellschaft vermittelt.

7.2. Die Geschäftsführer haben in den ersten fünf Monaten eines jeden Geschäftsjahres einen Jahresabschluss nach den jeweils geltenden Rechnungslegungsvorschriften zu erstellen.

7.3. Der Jahresabschluss samt Lagebericht ist allen Gesellschaftern unverzüglich zu übersenden.

7.4. Die Generalversammlung beschließt innerhalb der ersten acht Monate eines jeden Geschäftsjahres über den Jahresabschluss, die Gewinnverteilung und die Entlastung der Geschäftsführer.

§ 8. Generalversammlung.

8.1. Die den Gesellschaftern nach dem Gesetz oder dem Gesellschaftsvertrag vorbehaltenen Beschlüsse werden in Generalversammlungen oder - soweit dies möglich ist - durch schriftliche Abstimmung gemäß § 34 (Paragraph vierunddreißig) des Gesetzes über Gesellschaften mit beschränkter Haftung gefasst.

8.2. Die ordentliche Generalversammlung findet einmal jährlich innerhalb der ersten 8 (acht) Monate eines Geschäftsjahres am Sitz der Gesellschaft statt.

8.3. Außerordentliche Generalversammlungen sind außer in den durch das Gesetz oder im Gesellschaftsvertrag ausdrücklich bestimmten Fällen immer einzuberufen, wenn es das Interesse der Gesellschaft erfordert.

8.4. Die Generalversammlung wird durch einen Geschäftsführer oder einen Gesellschafter mittels eingeschriebenen Briefes unter den der Gesellschaft zuletzt bekannt gegebenen Anschriften unter Angabe der Tagesordnung einberufen. Eine Benachrichtigung per Telefax oder Telex muss schriftlich bestätigt werden. Zwischen dem Tag der Aufgabe der Einberufung zur Post und dem Tag der Versammlung muss ein Zeitraum von mindestens 14 (vierzehn) Tagen liegen.

Einberufungsmängel werden grundsätzlich durch die Anwesenheit oder rechtsgültige Vertretung aller Gesellschafter geheilt.

8.5. Jeder Gesellschafter kann sich in der Generalversammlung durch einen anderen Gesellschafter vertreten lassen. Er ist auch berechtigt, einen zur Berufsverschwiegenheit gesetzlich verpflichteten Dritten mit der Wahrnehmung seiner Rechte in der Generalversammlung zu betrauen

8.6. Den Vorsitz in der Generalversammlung führt der Geschäftsführer, von mehreren Geschäftsführern der an Lebensjahren älteste.

Der Vorsitzende erstellt eine Anwesenheitsliste; er bestimmt die Reihe der Tagesordnungspunkte und die Art der Abstimmungen.

8.7. Die Generalversammlung ist beschlussfähig, wenn - sofern das Gesetz oder der Gesellschaftsvertrag nicht zwingend höhere Erfordernisse bestimmen - mindestens die Hälfte des Stammkapitals anwesend oder ordnungsgemäß vertreten ist.

8.8. Im Falle der Beschlussunfähigkeit der Generalversammlung ist unter Hinweis auf deren Beschlussunfähigkeit binnen 10 (zehn) Tagen eine zweite Generalversammlung einzuberufen, die sich auf die Verhandlung der Gegenstände der früheren Generalversammlung beschränkt. Diese Generalversammlung ist ohne Rücksicht auf die Höhe des vertretenen Stammkapitals beschlussfähig.

8.9. Beschlüsse werden, soweit der Gesellschaftsvertrag oder das Gesetz nicht zwingend anderes bestimmen, mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

8.10. Je Euro 10.00 (zehn) einer übernommenen Stammeinlage gewähren eine Stimme. Unabhängig davon, muß jedoch jedem Gesellschafter zumindest eine Stimme zukommen.

8.11. Über die Beratungen und Beschlüsse in den Generalversammlungen ist - soweit nicht notarielle Beurkundung vorgesehen ist - eine Niederschrift anzufertigen, die vom Vorsitzenden und von dem vor Beginn der Versammlung zu bestellenden Schriftführer zu unterfertigen ist. Eine Kopie der Niederschrift unter Angabe des Tages der Aufnahme derselben, ist mittels eingeschriebenen Briefes jedem Gesellschafter ohne Verzug zuzusenden.

§ 9. Geschäftsanteile.

9.1. Geschäftsanteile sind im Rahmen der Bestimmungen dieses Gesellschaftsvertrages grundsätzlich teilbar und übertragbar. Bei Teilung eines Geschäftsanteiles muss die gesetzliche Mindeststammeinlage von Euro 70.00 (siebzig) erreicht sein.

9.2. Eine Übertragung von Geschäftsanteilen (oder von Teilen von Geschäftsanteilen) oder eine vertragsmäßige Verpfändung von Geschäftsanteilen (oder von Teilen von Geschäftsanteilen) bedarf grundsätzlich der Zustimmung aller anderen Gesellschafter.

9.3. Für den Fall des Verkaufes eines Geschäftsanteiles oder eines Teiles eines Geschäftsanteiles durch einen Gesellschafter, haben die anderen Gesellschafter ein Vorkaufsrecht gemäß §§ 1072 ff (Paragraphen eintausendundzweiundsiebzig) Allgemeines Bürgerliches Gesetzbuch im Verhältnis der Stammeinlagen jener Gesellschafter, die kaufwillig sind.

9.4. Beabsichtigt ein Gesellschafter seinen Geschäftsanteil unentgeltlich zu veräußern, so hat er dies den übrigen Gesellschaftern mitzuteilen. Erteilt die Generalversammlung die Zustimmung nicht, so können die übrigen Gesellschafter vom veräußerungswilligen Gesellschafter binnen eines Monats ab dem Tag der Beschlussfassung die Abtretung seines Geschäftsanteils im Verhältnis ihrer Beteiligung verlangen. Soweit einer oder mehrere Gesellschafter von diesem Aufgriffsrecht nicht Gebrauch machen, sind die übrigen Gesellschafter binnen 14 (vierzehn) Tagen nach neuerlicher Verständigung durch den abgabewilligen Gesellschafter zum Aufgriff berechtigt. Die jeweils aufgriffsberechtigten Gesellschafter können durch einhellige Erklärung von der anteilmäßigen Aufteilung abweichen oder einen Dritten als aufgriffsberechtigt bezeichnen.

Soweit zwischen dem veräußerungswilligen Gesellschafter und den übernehmenden Gesellschaftern binnen eines weiteren Monats ab Absendung der letzten Aufgriffserklärung keine Einigung über den Kaufpreis zustande kommt, kann jeder Teil die bindende Festlegung des Kaufpreises durch einen Wirtschaftsprüfer (Wirtschaftsprüfungsgesellschaft) verlangen. Einigen sich die Beteiligten nicht binnen eines weiteren Monats ab Absendung des Verlangens auf einen Wirtschaftsprüfer, so wird bereits jetzt der Präsident der Kammer der Wirtschaftstreuhänder für Wien zum Schiedsmann bestellt. Der Schiedsmann hat die Beteiligten vor Festlegung des Kaufpreises zu hören. Den Abtretungspreis hat er nach dem Verkehrswert gemäß dem jeweils letztgültigen Gutachten des Fachsenates für Betriebswirtschaft und Organisation der Kammer der Wirtschaftstreuhänder über die Bewertung von Anteilen an Kapitalgesellschaften (derzeit Fachgutachten Nr.74), oder entsprechend einer an seine Stelle tretenden, allgemein verwendeten Bewertungsrichtlinie zu errechnen.

Die Kosten des Festsetzungsverfahrens tragen je zur Hälfte der veräußerungswillige und die aufgreifenden Gesellschafter. Macht jedoch eine Seite vom Rücktrittsrecht Gebrauch, so hat sie die gesamten Kosten zu tragen.

Die beteiligten Gesellschafter können binnen eines Monats ab Verständigung von der Festsetzung erklären, dass sie den Geschäftsanteil zu diesem, vom Wirtschaftsprüfer oder vom Schiedsmann ermittelten Kaufpreis nicht erwerben beziehungsweise nicht abtreten wollen.

Soweit kein Rücktrittsrecht rechtzeitig erklärt wird, ist der Kaufpreis binnen 3 (drei) Monaten ab Verständigung von der Festlegung des Kaufpreises zur Zahlung fällig. Er ist vom Fälligkeitstag an mit 2 (zwei) Prozent p.a. über dem Diskontzinssatz zu verzinsen. Beide Seiten sind zur unverzüglichen Errichtung des Notariatsaktes über die Abtretung verpflichtet; der Verkäufer ist hierzu jedoch nur unter der Bedingung verpflichtet, dass der Übernehmer den Kaufpreis bezahlt oder Sicherstellung durch Bankgarantie leistet.

9.5. Kein Aufgriffsrecht oder Vorkaufsrecht begründet eine Übertragung von Geschäftsanteilen (oder von Teilen von Geschäftsanteilen) oder eine vertragsmäßige Verpfändung von Geschäftsanteilen (oder Teilen von Geschäftsanteilen) von einem Gesellschafter

- a) an einen anderen Gesellschafter;

- b) an Verwandte in gerader Linie;
- c) an eine von ihm errichtete Stiftung, deren überwiegender Zweck die Unterstützung von Mitgliedern seiner Familie ist; oder
- d) an Gesellschaften innerhalb desselben Konzerns;

Auch begründet eine Übertragung von Geschäftsanteilen (oder von Teilen von Geschäftsanteilen) oder eine vertragsmäßige Verpfändung von Geschäftsanteilen (oder Teilen von Geschäftsanteilen) von einer Stiftung an deren Stifter, der ehemals Gesellschafter dieser Gesellschaft war oder auf Verwandte eines solchen Stifters in gerader Linie weder ein Aufgriffsrecht noch ein Vorkaufsrecht.

Keiner Zustimmung der anderen Gesellschafter bedarf eine Übertragung von Geschäftsanteilen (oder Teilen von Geschäftsanteilen) oder eine vertragsmäßige Verpfändung von Geschäftsanteilen (oder von Teilen von Geschäftsanteilen) von einem Gesellschafter an die in diesem Punkt bezeichneten physischen oder juristischen Personen.

§ 10. Gewinnverteilung. Über Gewinnverteilung und Gewinnausschüttung des Bilanzgewinnes hat die Generalversammlung jährlich zu beschließen. Die Auszahlung erfolgt spätestens acht Monate nach Abhaltung der beschlussfassenden Generalversammlung.

§ 11. Kündigung, Fortsetzung der Gesellschaft.

11.1. Jeder Gesellschafter kann die Gesellschaft unter Einhaltung einer Frist von 12 (zwölf) Monaten zum Ende eines jeden Geschäftsjahres kündigen. Die Kündigung hat durch eingeschriebenen Brief gegenüber der Gesellschaft zu erfolgen. Für die Rechtzeitigkeit der Kündigung ist die Aufgabe des Kündigungsschreibens bei der Post ausreichend. Die Gesellschafter verzichten auf ihr Kündigungsrecht für einen Zeitraum von 3 (drei) Jahren ab Eintragung der Gesellschaft im Firmenbuch.

11.2. Im Falle der Kündigung sind die anderen Gesellschafter aufgriffsberechtigt. Dieses Aufgriffsrecht kann nur innerhalb nachstehender Frist nach Bekanntgabe der Kündigung an die übrigen Gesellschafter mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschaft ausgeübt werden. Der Abtretungspreis bestimmt sich nach den Punkten 11.4, bis 11.7. dieses Vertrages.

(a) Kündigt ein Gesellschafter, so hat die Gesellschaft die anderen Gesellschafter von der Kündigung mittels eingeschriebenen Briefes zu unterrichten. Der Fristenlauf beginnt mit der Zustellung. Innerhalb von 90 (neunzig) Tagen seit dieser Bekanntgabe sind die anderen Gesellschafter berechtigt, die Übertragung des Geschäftsanteiles des kündigenden Gesellschafters auf sich zu verlangen.

(b) Das Aufgriffsrecht kann von den anderen Gesellschaftern nur bezüglich der gesamten Beteiligung des Kündigenden mit Wirkung zum Stichtag der Kündigung ausgeübt werden. Die Abtretung der Beteiligung hat in notarieller Form binnen drei Wochen nach Ausübung des Aufgriffsrechts zu erfolgen. Hinsichtlich des Verfahrens zur Geltendmachung des Aufgriffsrechts („Stufenverfahren“), der Nicht-Geltendmachung des Aufgriffsrechts durch einen von mehreren Gesellschaftern und des dann anzuwendenden Verfahrens gelten die Bestimmungen dieses Gesellschaftsvertrages über das Vorkaufsrecht sinngemäß.

11.3. Wenn das Aufgriffsrecht gemäß Punkt 11.2, oben, nicht ausgeübt wird, tritt die Gesellschaft mit Ablauf der Kündigungsfrist gemäß Punkt 11.1., oben, in das Liquidationsstadium.

11.4. Der Abtretungspreis wird unter Bedachtnahme auf den Verkehrswert des Unternehmens gemäß dem jeweils letztgültigen Gutachten des Fachsenates für Betriebswirtschaft und Organisation der Kammer der Wirtschaftstreuhänder über die Bewertung von Anteilen an Kapitalgesellschaften (derzeit Fachgutachten Nr.74), oder entsprechend einer an seine Stelle tretenden, allgemein verwendeten Bewertungsrichtlinie durch je einen von dem abtretenden beziehungsweise ausscheidenden Gesellschafter und einen von der Gesellschaft bestimmten Sachverständigen festgestellt, wobei der Gesamtwert des Unternehmens im Verhältnis der Geschäftsanteile auf den betreffenden Geschäftsanteil umgelegt wird. Können sich die Sachverständigen nicht innerhalb von 10 (zehn) Monaten ab dem Tage, an welchem ihnen die letzte Jahresbilanz vorliegt, einigen, so entscheidet ein von beiden Sachverständigen bestellter Wirtschaftsprüfer (Wirtschaftsprüfungsgesellschaft) oder, wenn sie sich nicht innerhalb von weiteren 2 (zwei) Wochen auf die Person oder die Gesellschaft einigen können, wird der Präsident der Kammer der Wirtschaftstreuhänder für Wien als Schiedsman bestellt. Die Kosten des Schiedsmannes werden je zur Hälfte von der Gesellschaft und dem betroffenen Gesellschafter getragen. Für den Fall, dass die Richtlinien des Fachsenates der Kammer der österreichischen Wirtschaftstreuhänder nicht mehr bestehen, hat der bestellte Sachverständige den Abtretungspreis nach einer dem Verkehrswertermittlungsverfahren der Richtlinien analogen Methode zu bestimmen.

11.5. Fällt der Ausscheidungsstichtag mit dem Ende des Geschäftsjahres zusammen, so ist der Abtretungspreis zu diesem Zeitpunkt zu ermitteln. Tritt der Ausscheidungsstichtag im Laufe eines Geschäftsjahres ein, so ist der Abtretungspreis auf das Ende des unmittelbar vorangehenden Geschäftsjahres festzustellen. Ein zwischen Bilanzstichtag und Ausscheidungsstichtag noch entstandener Gewinn oder Verlust wird dadurch abgegolten, dass der auf den betroffenen Gesellschafter entfallende Gewinn oder Verlust des vollen (laufenden) Geschäftsjahres zeitanteilig nachträglich zusätzlich zu vergüten beziehungsweise abzuziehen oder zu erstatten ist. Nachträgliche Änderungen der Bilanzansätze im Zuge einer Betriebsprüfung bleiben auf die Höhe des Abtretungspreises ohne Einfluss.

11.6. Der Anteil am Gewinn oder Verlust aus schwebenden Geschäften ist zu berücksichtigen. Die aufgrund einer Betriebsprüfung anfallenden Nachzahlungen oder Rückerstattungen von Betriebssteuern berühren den Abtretungspreis nicht.

11.7. Soweit nichts anderes vereinbart wird, ist der jeweils unbezahlte Abtretungspreis vom Ausscheidungsstichtag an mit vier Prozent über dem jeweiligen Diskontsatz der Österreichischen Nationalbank per anno zu verzinsen. Die Zinsen sind halbjährlich nachträglich zu entrichten. Die Auszahlung des Abtretungspreises erfolgt, wenn nichts anderes vereinbart ist, in drei gleichen Halbjahresraten, wobei die erste Rate zum Ausscheidungsstichtag fällig wird. Es können jederzeit höhere Auszahlungen geleistet werden. Solange die Höhe des Abtretungspreises nicht feststeht, sind auf die Raten vorläufig auf der Grundlage eines nach den Buchwerten ermittelten Wertes Abschlagszahlungen zu leisten.

§ 12. Bekanntmachungen. Bekanntmachungen der Gesellschaft an die Gesellschafter werden durch eingeschriebene Briefe an die der Gesellschaft zuletzt bekannt gegebenen Anschriften vorgenommen.

§ 13. Auflösung und Liquidation.

13.1. Ein Auflösungsbeschluss im Sinne des § 84 (Paragraph vierundachtzig) Absatz 1 (eins) Ziffer 2 (zwei) des Gesetzes über Gesellschaften mit beschränkter Haftung bedarf der Stimmeneinheitlichkeit der hierüber beschließenden Generalversammlung.

13.2. Liquidatoren der Gesellschaft sind der oder die Geschäftsführer, wenn nicht durch Generalversammlungsbeschluss andere Liquidatoren bestellt werden.

§ 14. Bevollmächtigung. Magister Petra Apeldauer, Rechtsanwältin, Dominikanerbastei 19, 1010 Wien, wird ermächtigt, unter Zugrundelegung dieses Vertrages die zur Anmeldung der Gesellschaft im Firmenbuch notwendigen Schritte zu unternehmen und allfällige, vom Firmenbuch oder sonstigen Behörden verlangten Änderungen des Gesellschaftsvertrages einschließlich des Firmenwortlautes vorzunehmen, entsprechende Urkunden errichten, zu unterfertigen und im Firmenbuch eintragen zu lassen.

§ 15. Allgemeine Bestimmungen. Soweit in diesem Gesellschaftsvertrag nichts anderes vereinbart ist, gelten die Bestimmungen des Gesetzes über Gesellschaften mit beschränkter Haftung und die sonstigen einschlägigen gesetzlichen Vorschriften.

§ 16. Schiedsgericht. Alle aus dem gegenständlichen Vertrag und über das Zustandekommen sich ergebenden Streitigkeiten werden nach der Schieds- und Vergleichsordnung des Schiedsgerichtes der Wirtschaftskammer Österreich in Wien, von drei gemäß dieser Ordnung ernannten Schiedsrichtern endgültig entschieden. Es ist österreichisches materielles Recht anzuwenden.

§ 17. Gründungskosten. Die mit der Errichtung und Registrierung der Gesellschaft verbundenen Kosten und Abgaben werden bis zu einem Höchstbetrag von Euro 1,800.00 (eintausendachthundert) von der Gesellschaft getragen.

Die Gründungskosten sind mit der Höhe der tatsächlich aufgewendeten Beträge als Ausgaben in die erste Jahresrechnung einzustellen.

Ausfertigungen dieses Notariatsaktes können der Partei, deren Erben und Rechtsnachfolgern sowie der Gesellschaft selbst jeweils über einseitiges Verlangen und auf Kosten des Ersuchenden in beliebiger Anzahl erteilt werden.

Hierüber wurde dieser Notariatsakt von mir, Notar, aufgenommen, der Erschienenen vollinhaltlich vorgelesen, von derselben als ihren Willen vollkommen entsprechend mir bestätigt und vor mir unterschrieben, worauf auch ich, Notar, meine Amtsfertigung beisetzte.

Wien, am 12. (zwölften) Februar 2014 (zweitausendundvierzehn).

Dr. Christian MAYER
ÖFFENTLICHER NOTAR
Wien - Innere Stadt, Wien
REPUBLIK ÖSTERREICH

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 10 août 2015. Relation: 1LAC/2015/25584. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, contenant 2 blancs bâtonnés numérotés, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2015.

Référence de publication: 2015138848/439.

(150151024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Oppenheimer Resources SICAV-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 199.299.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the seventh day of August.
Before Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert.

THERE APPEARED:

Oppenheimer Industries Inc., a Delaware corporation duly incorporated and validly existing under the laws of the State of Delaware, having its registered office at 1521 Concord Pike 303, Wilmington, Delaware 19803,

here represented by Mrs. Virginie PIERRU, notary clerk, residing professionally at Redange/Attert, by virtue of a proxy given under private seal.

The aforesaid proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the notary to state the articles of incorporation (the "Articles") of a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (SICAV-SIF) as follows:

Art. 1. Name. There exists among the subscriber and all those who may become holders of shares a company in the form of a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the name of "Oppenheimer Resources SICAV-SIF" (the "Company") subject to the law of 13 February 2007, as amended (the "Law") relating to specialized investment funds ("SIF").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles").

Art. 3. Purpose. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in securities of any kind and other permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as amended (the "Law"), and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the fullest extent permitted by the Law.

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg. Wholly owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the "Board").

The Board is authorized to transfer the registered office of the Company within the municipality of Luxembourg.

If and to the extent permitted by law, the Board may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economic, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. Share Capital. The capital of the Company shall be represented by shares with no nominal value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 12 hereof.

The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by the Law and must be reached within twelve (12) months after the date on which the Company has been authorized as a specialized investment fund under the Law. The initial capital of the Company is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) divided into thirty-one (31) shares with a nominal value of one thousand euro (EUR 1,000.-) per share.

The Board may, at any time, as it deems appropriate, decide to create one or more compartments or sub-funds within the meaning of article 71(1) of the Law (each such compartment or sub-fund, a "Sub-Fund"). The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding Sub-Fund and the assets of a specific Sub-Fund are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Sub-Fund. The Board may, at any time, setup Sub-Funds which shall be reserved to a single investor as shall be disclosed in the Prospectus of the Company.

The shares to be issued in a Sub-Fund may, as the Board shall determine, be of one or more different classes (each such class, a "Class"), the features, terms and conditions of which shall be established by the Board.

For the purpose of these Articles, any reference hereinafter to "Sub-Fund" shall also mean a reference to "Class" and vice-versa, unless the context otherwise requires.

The Board may create each Sub-Fund for an unlimited or a limited period of time.

The Board of Directors may, at the expiry of the initial period of time, prorogate the duration of the relevant Sub-fund once or several times. At the expiry of the duration of a Sub-fund, the Company shall redeem all the shares in the relevant class(es) of shares, in accordance with the provision of the present Articles and the offering document.

At each prorogation of a Sub-fund, the shareholders shall be duly notified in accordance with applicable laws and regulations. The offering document relating to the shares of the Company, as may be amended from time to time (the "Prospectus") shall indicate the duration of each Sub-fund and if appropriate, its prorogation.

The proceeds from the issuance of shares of any Class within a Sub-Fund shall be invested pursuant to Article 3 hereof in securities of any kind or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or assets or with such other specific features, as the Board shall from time to time determine in respect of the relevant Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total of the net assets of all the Sub-Funds.

Art. 6. Form of Shares. The Company will issue shares in registered form only which shall be fully paid-up. The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders (the "Register of Shareholders"), as full owner of the shares. The Company shall be entitled to consider any right, interest or claim of any other person in or upon such shares to be non-existing, provided that the foregoing shall deprive no person of any right which he might properly have to request a change in the registration of his shares.

Unless specifically requested by a shareholder, the Company will not issue share certificates and shareholders will receive a confirmation of their shareholding instead. If a shareholder desires to obtain share certificates, correspondent costs may be charged to such shareholder. Share certificates, if applicable, shall be signed by any two duly authorised directors of the Company (the "Director(s)") or by one Director and a person duly authorized thereto by the Board. Signatures of the Directors may be either manual, or printed, or by facsimile. The signature of the authorised person shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board may from time to time determine.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription. The Board is authorised to determine the conditions of any such issue and to make any such issue, subject to payment at the time of issue of the shares. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive share certificates or, subject as aforesaid, a confirmation of his shareholding.

As regards distributing share Classes (if any), payments of dividends will be made to shareholders, in respect of registered shares, by bank transfer or by cheque mailed at their mandated addresses in the Register of Shareholders or to such other address as given to the Board in writing.

A dividend declared but not claimed on a share within a period of five years from the payment notice given thereof, cannot thereafter be claimed by the holder of such share and shall be forfeited and revert to the Company. No interest will be paid or dividends declared pending their collection.

All issued registered shares of the Company shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such Register of Shareholders shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number and Class of shares held by him. Every transfer of a share shall be entered in the Register of Shareholders.

Transfer of shares shall be effected by written declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may also recognize any other evidence of transfer satisfactory to it.

Transfers of shares are conditional upon (i) the proposed transferee qualifying as a Well-informed Investor and (ii) all other conditions reasonably imposed by the Board.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that such shareholder does not provide such address, or such notices and announcements are returned as undeliverable to such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Fractions of shares may be issued up to three (3) decimal places.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered into the Register of Shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend or other distributions.

The Company will recognise only one holder in respect of a share in the Company. In the event of joint ownership the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the cancellation of the original share certificate.

Art. 7. Restrictions on Ownership. The Board will have power to impose, at its sole discretion, such restrictions as it may consider necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company are acquired or held by or on behalf of (a) any person, firm or corporate body not qualifying as a Well-informed Investor, (b) any person, firm or corporate body in breach of the law or requirements of any country or governmental or regulatory authority (if the Board shall have determined that any of the Company, the Board, any manager of the Company's assets or any of the Company's appointed agents would suffer any disadvantage as a result of such breach), (c) any person, firm or corporate body in circumstances which in the opinion of the Board might result in the Company incurring any liability or taxation (including any tax liabilities that might derive, inter alia, from any breach of the requirements imposed by the Foreign Account Compliance Act ("FAT-CA") and related US regulations), and in particular if the Company may become subject to tax laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg or suffering any disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered, including under any securities or investment or similar laws or requirements of any country or authority, or (d) any person, firm or corporate body would not comply with specific eligibility criteria for a specific Sub-Fund or Class as determined by the Board and laid down in the Prospectus of the Company (such persons, including any US Persons, as such term is defined hereinafter, firms or corporate bodies to be determined by the Board being referred to as "Prohibited Persons"). More specifically, the Board may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any Prohibited Person and for such purposes the Company may:

a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such registration would or might result in such share being directly or beneficially owned by a Prohibited Person who is precluded from holding such shares;

b) at any time require any person whose name is entered in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a Prohibited Person; and,

c) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company; and

d) where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is the beneficial owner of shares, (i) direct such shareholder to (a) transfer his shares to a person qualified to own such shares, or (b) request the Company to redeem his shares, or (ii) compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company will serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such share is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder will thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder will cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him will be cancelled;

2) The price at which the shares specified in any redemption notice will be redeemed (herein called the "redemption price") will be an amount equal to the Net Asset Value per share of shares in the Company of the relevant Class, determined in accordance with Article 12 hereof, or any other amount specified in the Prospectus of the Company, less any service charge (if any); where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the redemption price by the Company, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the redemption price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the shareholder provides the Company, any

of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability will not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, the Board, any appointed agent and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) Payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency in which the Net Asset Value of the shares of the Sub-Fund or Class concerned is determined and the redemption price will be deposited with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only, if a share certificate has been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice will have any further interest in such shares or any of them, or any claim against or in the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid;

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article will not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles, and unless defined otherwise or more precisely in the Prospectus of the Company, the term "US Person" will have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or as in any other regulation or act (including, but not limited to, FATCA) which will come into force within the United States of America and which will in the future replace Regulation S of the 1933 Act or which may further define the term "U.S. person".

The Board may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning in particular via appropriate disclosure in the Prospectus of the Company. In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as a Well-informed Investor or who is a Prohibited Person, and who holds shares in the Company (or is a beneficial owner thereof), shall hold harmless and indemnify the Company, the Board, the other shareholders and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish his status as a Well-informed Investor or has failed to notify the Company of his loss of such status.

Art. 8. Issue of Shares. The Board is authorised without limitation to issue further partly or fully paid shares at any time in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the Board and disclosed in the Prospectus of the Company, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

The Board may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any Class; the Board may, in particular, decide that shares of any Class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Prospectus of the Company for the shares of the Company.

Unless otherwise decided by the Board and disclosed in the Prospectus of the Company, whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be based on the net asset value (the "Net Asset Value") per share for the relevant Class as determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof plus a sales charge, if any, as the Prospectus of the Company may provide. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board and disclosed in the Prospectus of the Company.

The subscription price (not including the sales commission) may, upon approval of the Board and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report from the auditor of the Company confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities or other assets acceptable to the Board and consistent with the investment policy and investment restrictions of the relevant Sub-Fund. Any costs incurred in connection with a contribution in kind will be borne by the relevant shareholder.

Shares may only be subscribed by well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of the Law (the "Well-informed Investors" or individually a "Well-informed Investor").

The Board may delegate to any Director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and/or delivering and receiving payment for such new shares, remaining always within the limits imposed by the Law.

Art. 9. Redemptions of Shares. As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

The Board may, in its sole discretion, impose a lock-up period during which shares of the relevant Sub-Fund or Class may not be redeemed. After such lock-up period (if any), and unless provided otherwise for a Sub-Fund or a Class in the Prospectus of the Company, any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Company. Any redemption request must be filed by such shareholder in written form (or a request evidenced by any electronic mean deemed acceptable to the Company), subject to the conditions set out in the Prospectus of the Company, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for

redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

The redemption price shall be paid within such time after the relevant Redemption Day (as defined in the Prospectus of the Company) as shall be determined by the Board and disclosed in the Prospectus of the Company and, unless otherwise decided by the Board and disclosed in the Prospectus of the Company, shall be equal to the Net Asset Value for the relevant Class as determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof less, if any, a redemption charge, a deferred sales charge, a performance fee and/or any other charge as the Prospectus of the Company may provide, such price being rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board may determine. In the event of the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of the Sub-Fund the Shares of which are being redeemed is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest.

Unless otherwise decided by the Board, if, as a result of a redemption, the value of a shareholder's holding would become less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and to be disclosed in the Prospectus of the Company, the Board may decide that the redeeming shareholder shall be deemed to have requested the conversion of the rest of his shares into shares of the Class of the same Sub-Fund with a lower minimum holding amount (subject to the fulfilment of any requirements imposed on such Class) and, if the redeeming shareholder was holding shares of the Class with the lowest minimum holding amount, the Board may decide that the redeeming shareholder shall be deemed to have requested the redemption of all of his shares. The Board may also at any time decide to compulsorily redeem or convert all Shares from any shareholder whose holding is less than the minimum holding amount specified in the Prospectus of the Company. Before any such compulsory redemption or conversion, each shareholder concerned will receive a one month's prior notice to increase his holding above the applicable minimum holding amount at the applicable Net Asset Value per share.

The Board may also compulsorily redeem the shares of a shareholder who has failed to provide any information or declaration required by the Board within the timeframe provided for in the Prospectus of the Company.

The Board may refuse redemptions for an amount less than the minimum redemption amount as determined by the Board and disclosed in the Prospectus of the Company, if any, or any other amount the Board would determine in its sole discretion.

If applications for redemption on any relevant Valuation Day exceed in aggregate any percentage of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund being fixed from time to time by the Board and disclosed in the Prospectus of the Company, the Board may decide to defer redemption requests so that such percentage is not exceeded under the terms and conditions defined by the Board and disclosed in the Prospectus of the Company.

The Board may extend the period for payment of redemption proceeds in the event of such period as shall be necessary to repatriate proceeds of the sale of investments in the event of impediments due to exchange control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets of the Company are invested or in the event where the liquidity of the Company is not sufficient to meet the redemption requests. The Board may also determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific Class or Classes. The specific period for payment of the redemption proceeds of any Class of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be disclosed in the Prospectus of the Company relating to the sale of shares of such Class.

The Board may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payments in relation thereto.

The Board may (subject to the principle of equal treatment of shareholders and the consent of the shareholder(s) concerned) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the shares to be redeemed as described in the sales documents of the Company.

Such redemption will, if and to the extent required by law or regulation, be subject to a special audit report by the approved statutory auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed shares. The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company or of the shareholders.

The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares in the relevant Class.

Neither the Board nor the custodian bank of the Company may be held liable for any failure to pay redemption proceeds resulting from the application of any exchange control or other circumstances that are outside their control, which would restrict transfer of the proceeds from the redemption of the shares or make it impossible.

Any request for redemption will be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article 11 hereof. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first applicable Valuation Day after the end of the suspension period.

Before the redemption price can be paid, redemption applications must be accompanied by the documents required in order to effect their transfer.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Art. 10. Conversions of Shares. Unless provided for otherwise for a Class in the Prospectus of the Company, any shareholder may request conversion of whole or part of his shares of one Class into shares of another Class of the same or of another Sub-Fund (or into shares of the same Class of another Sub-Fund) at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant Class, provided that the Board may impose such restrictions between Classes as disclosed in the Prospectus of the Company as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions subject to certain conditions, including compliance with any restriction of ownership imposed on the relevant Class or payment of a charge as specified in the Prospectus of the Company. In any case and notwithstanding the above, no conversion of shares into shares of another Class within the same or different Sub-Fund may be made at any time when issues and redemptions of shares in either or both of the relevant Classes are suspended.

If a conversion of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one Class below the minimum holding amount as the Board shall determine from time to time, then the Board may decide that such shareholder shall be deemed to have requested the conversion of all his shares of such Class.

The Board may in its absolute discretion compulsorily convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and to be disclosed in the Prospectus of the Company.

Shares which have been converted into shares of another Class shall be cancelled.

Art. 11. Frequency and Temporary Suspension of the Determination of the Net Asset Value. The Net Asset Value, the subscription price, redemption price and conversion price of shares of each Class in the Company shall be determined as to the shares of each Class by the Company from time to time, as the Board may decide (every such day or time for determination thereof being referred to herein as a "Valuation Day").

The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value, the subscription price and redemption price of shares of any particular Class of any Sub-Fund and in consequence the issue, redemption and conversion of the shares in such Class in any of the following events:

(a) any period (other than ordinary holidays or customary weekend closings) when any market or Recognised Exchange (as defined in the Prospectus of the Company) is closed and which is the main market or Recognised Exchange for a significant portion of the relevant Sub-Fund's investments or in which trading thereon is restricted or suspended; or

(b) any period when a political, economic, military, monetary or other emergency exists as a result of which disposal by the relevant Sub-Fund of investments which constitute a substantial portion of the assets of the Sub-Fund is impracticable or it is not possible to transfer monies involved in the acquisition or disposition of investments at normal rates of exchange, or it is not practically feasible for the Company (or its appointed agent) fairly to determine the value of any assets of the Sub-Fund; or

(c) any period when for any reason, the value of a substantial portion of the investments owned by the relevant Sub-Fund cannot be reasonably, promptly or accurately ascertained; or

(d) any period when the relevant Sub-Fund is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares from Shareholders or making any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or when payments due on a redemption of Shares from Shareholders cannot in the reasonable opinion of the Company (or its appointed agent) be effected at normal rates of exchange; or

(e) any period during which there is a breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the investments or the current prices on any market or Recognised Exchange; or

(f) any period when such suspension is required by the Luxembourg supervisory authority in the interests of Shareholders and/or the public; or

(g) if the Company or the relevant Sub-Fund is being or may be wound-up on or following the date on which notice is given of the meeting of Shareholders at which a resolution to wind up the Company or the Sub-Fund is proposed.

Any such suspension may be publicized by the Company if determined by the Board to be appropriate, and shall be promptly notified to investors and shareholders requesting subscription, redemption or conversion of shares.

Such suspension as to any Sub-Fund will have no effect on the calculation of the Net Asset Value, subscription price or redemption price, and/or the issue, redemption and conversion of the shares of any other Sub-Fund.

Art. 12. Determination of the Net Asset Value. The Net Asset Value per Share of each Class within each Sub-Fund will be expressed in the reference currency of the relevant Sub-Fund (and/or in such other currencies as the Board will from time to time determine) as per Share figure and will be determined as of any Valuation Day by dividing the total net assets of the Company attributable to the relevant Sub-Fund, being the value of the assets of the Company attributable to such Sub-Fund less the liabilities attributable to such Sub-Fund, on any such Valuation Day, by the number of Shares of the relevant Class then outstanding, in accordance with the rules set forth below on the basis of the fair value.

The Net Asset Value per Share will be rounded to two (2) decimal places.

A. The assets of the Company will include (without limitation):

(a) all cash on hand or on deposit, including any interest thereon;

(b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

(c) all bonds, time notes, securities, units/shares in undertakings for collective investment ("UCIs"), shares, stock, debenture stocks, subscription rights, futures contracts, warrants, options, swaps and other investments and securities owned or contracted for by the Company;

(d) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company (provided that the Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

(e) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent known to the Company (the Company may however adjust the valuation to fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividends or ex-rights);

(f) all accrued interest on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent such interest is included or reflected in the principal thereof;

(g) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off; and

(h) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(1) Securities admitted to official listing on a Recognised Exchange or traded on another regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public shall be valued on the basis of the last traded price or, if the last traded price is not available, the last bid price quoted for those securities provided always that if for a specific security the last traded price or last bid price quoted is not available or does not in the opinion of the Board or its delegate reflect their fair value, the value shall be the probable realisation value estimated with care and in good faith by the Board or by a competent person appointed by the Board;

(2) where a security is listed on several exchanges, the relevant market shall be the market that constitutes the main market, or one which the Board (or its appointed agent) determines provides the fairest criteria in a value for the investments or other assets. The value of any investment listed on a stock exchange but acquired or traded at a premium or at a discount outside the relevant stock exchange may be valued taking into account the level of premium or discount as at the date of valuation of the investment. Such premium or discount shall be provided by an independent broker or market maker or if such prices are unavailable, by any appointed investment manager;

(3) the value of an asset may be adjusted by the Board (or its appointed agent) where such adjustment is considered necessary to reflect the fair value in the context of currency, marketability, dealing costs and/or such other considerations which are deemed relevant;

(4) non-listed securities shall be valued by the Board or by a competent person appointed by the Board with care and in good faith on the basis of their probable realisation value. In the case where the competent person may be a party connected with the Company or the relevant Sub-Fund or the Board, if any conflict should arise, it will be resolved fairly and in the best interests of Shareholders;

(5) cash and other liquid assets will be valued at their nominal value plus accrued interest;

(6) derivative contracts traded on a market shall be valued at the settlement price as determined by the market. If the settlement price is not available, the value shall be the probable realisation value estimated with care and in good faith by the Board or a competent person appointed by the Board. Derivatives contracts which are not traded on a market (such as swap agreements) will be valued on the basis of a price provided by a counterparty (on at least a daily basis). This value will be verified by a party independent of the counterparty, at least weekly. Alternatively, an over-the-counter derivative contract may be valued daily on the basis of a quotation from an independent pricing vendor with adequate means to perform the valuation or other competent person, firm or corporation (which may include any appointed investment manager) selected by the Board. Where this alternative valuation is used, the Board must follow international best practice and adhere to the principles on such valuations established by bodies such as the International Organisation of Securities Commissions and the Alternative Investment Management Association. Any such alternative valuation must be reconciled to the counterparty valuation on a monthly basis. Where significant differences arise, these must be promptly investigated and explained;

(7) forward foreign exchange contracts and interest rate swap contracts shall be valued in the same manner as derivative contracts which are not traded on a regulated market or by reference to the price at which a new forward contract of the same size and maturity could be undertaken;

(8) shares/units in UCIs not valued pursuant to paragraph (1) and (2) above shall be valued at the latest available bid price or at latest net asset value of the shares/units of the relevant UCI. Such shares/units in UCIs held by the Company shall have an audited annual report;

(9) the Board or its delegate may value securities having a residual maturity not exceeding six months using the amortised cost method of valuation;

(10) the Board or its delegate may, at its discretion in relation to any particular Sub-Fund which is a money market fund, value any investment using the amortised cost method of valuation;

(11) the value of any private equity investment, including investments in early stage ventures, management buyouts, management buyins, infrastructure, mezzanine debt and similar transactions and growth or development capital, shall be determined in compliance with the International Private Equity and Venture Capital (IPEV) valuation guidelines.

The Board may from time to time adopt and update (a) valuation policy(ies) based on the principles set out above but which shall enable the Board (or its appointed agent) to proceed to a fairer valuation of (a) certain category(ies) of assets and/or of the assets of a particular Sub-Fund. Shareholders shall be informed of the adoption or of the amendment of such valuation policy(ies), copies of which may be obtained free of charge from the registered office of the Company.

In the event of it being impossible or incorrect to carry out a valuation of a specific asset in accordance with the valuation rules set out in (1) to (10) above, the Board (or its appointed agent) is entitled to use other generally recognised valuation methods (approved by the Board) in order to reach a proper valuation on that specific asset.

The value of each Sub-Fund may be recalculated without notice, in the event of extreme volatility in stock market movements, if the Board considers that such recalculation better reflects the value of each Sub-Fund.

The Board may, at its discretion, permit some other method of valuation to be used if it considers that such method of valuation better reflects the true value and is in accordance with good accounting practice.

The Board may decide to implement a dilution adjustment for subscriptions and redemptions of shares of a Sub-Fund on any Valuation Day (as defined in the Prospectus of the Company) in order to mitigate the dilutive effect such transactions may have on such Sub-Fund. The dilution adjustment represents transaction costs incurred in the purchase and sale of a Sub-Fund's investments and the spread between the buying and selling prices of such investments. The Board will apply the dealing adjustment (if any) if the existing shareholders (in case of subscriptions) or remaining shareholders (in case of redemptions) might otherwise be adversely affected. As the dilution adjustment for each Sub-Fund (if any) will be calculated by reference to the costs of dealing spreads, which can vary with market conditions, the amount of dilution adjustment can vary over time.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- (a) all borrowings, bills and other amounts due (including accrued interest on borrowings);
- (b) all administrative and other operating expenses due or accrued including all fees payable to the Depositary and any other representatives and agents of the Company, including but not limited to any appointed alternative investment fund manager and/or investment manager;
- (c) all known liabilities due or not yet due, including the amount of dividends declared but unpaid;
- (d) an appropriate amount set aside for taxes due on the date of valuation and other provisions or reserves authorised and approved by the Board covering among others liquidation expenses; and
- (e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities, the Board shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, all operating expenses, including, but not limited to, administrative expenses (including the fees and expenses of any administrator), printing expenses, the costs of any documents made available to shareholders, legal expenses, expenses associated with its investment program (including, without limitation, consulting and other professional fees relating to particular investments or contemplated investments, brokerage or other transaction costs, and clearing and settlement charges), insurance expenses, including costs of any liability insurance obtained on behalf of any Sub-Fund, internal and external accounting, audit and tax preparation expenses, registration with regulatory authorities, licensing (including certain research databases and software and certain administrative software), research-related expenses (including market data and quotation services), governmental filing fees, directors' fees and expenses, mailing costs for investor reports, interest, taxes, costs associated with any litigation or investigation involving any Sub-Fund's activities, indemnification expenses, any interest expense on any Sub-Fund borrowings (including, without limitation, borrowings of securities and borrowings to satisfy requests for redemptions by shareholders), portfolio management and risk management fees, any extraordinary expenses, and costs and other expenses associated with the operation of any Sub-Fund.

For the purposes of the valuation of its liabilities, the Board may duly take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical character by valuing them for the entire year or any other period and by dividing the amount concerned proportionately for the relevant fractions of such period.

C. The Board may establish one pool of assets and liabilities for each Sub-Fund comprising one or several Classes in the following manner:

- a) if a Sub-Fund issues shares of two or more Classes, the assets attributable to such Classes will be invested in common pursuant to the specific investment objective, policy and restrictions of the Sub-Fund concerned;
- b) within any Sub-Fund, the Board may determine to issue Classes subject to different terms and conditions, including, without limitation, Classes subject to (i) a specific distribution policy entitling the holders thereof to dividends or no distributions, (ii) specific subscription and redemption charges, (iii) a specific fee structure and/or (iv) other distinct features;
- c) the net proceeds from the issue of shares of a Class are to be applied in the books of the Company to that Class and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such Class subject to the provisions set forth below;
- d) where any income or asset is derived from another asset, such income or asset is applied in the books of the Company to the same Sub-Fund or Class as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value is applied to the relevant Sub-Fund or Class;

e) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or Class or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund or Class, such liability is allocated to the relevant Sub-Fund or Class;

f) if any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund or Class, such asset or liability will be allocated to all the Sub-Funds or Classes pro rata to their respective Net Asset Values, or in such other manner as the Board, acting in good faith, may decide; and

g) upon the payment of distributions to the holders of shares of any Class, the Net Asset Value of the shares of such Class will be reduced by the amount of such distributions.

D. For the purpose of valuation under this Article:

(a) shares of the Company to be redeemed under Article 9 hereto shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the Valuation Day on which such valuation is made, and from such time and until paid the price thereof shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price thereof shall be deemed to be a debt due to the Company;

(c) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the reference currency in which the Net Asset Value per share of the relevant Class is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant Class; and

(d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of assets contracted for the Company on such Valuation Day to the extent practicable.

Art. 13. General Meetings of Shareholders of the Company. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the Class of the shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Wednesday of the month of May in each year at 12:00 (Luxembourg Time). If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the immediately preceding bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders will meet upon call by the Board pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least 8 days prior to the meeting to each shareholder at the registered shareholder's address in the Register of Shareholders.

If, however, all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

The quorum and notice periods required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever Class, regardless of the Net Asset Value per share within the Class, is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or facsimile or any other electronic means capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting.

Shareholders taking part in a meeting through video-conference or through other means of communication allowing their identification are deemed to be present for the purpose of computation of the quorum and votes. The means of communication used must allow all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and must allow an effective participation of all such persons in the meeting.

Each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal, three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the proposed resolution, nor an abstention, are void. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting which they are related to.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast.

Votes cast shall not include votes attaching to shares but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

The general meeting of shareholders shall be chaired by a person designated by the general meeting of shareholders.

The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one scrutineer to be chosen from the shareholders present or represented. They together form the office of the general meeting of shareholders.

The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer.

Art. 14. General Meetings of Shareholders of a Sub-Fund or Class. The shareholders holding shares of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders holding shares of any Sub-Fund or Class may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to such Sub-Fund or Class.

The provisions of Article 13, if applicable, shall apply mutatis mutandis to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a Class are passed by a simple majority of the votes cast.

Art. 15. Directors. The Company shall be managed by a board composed of not less than three members. Members of the Board need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be appointed by the shareholders at their annual general meeting for a period determined by such meeting and not exceeding six (6) years and until their successors are elected and qualify.

The Director may be removed and/or replaced by a resolution adopted by the Shareholders representing a majority of the votes cast at a general meeting of Shareholders.

The shareholders shall further determine the remuneration of the Directors.

If a legal entity is appointed as Director, such legal entity must designate a physical person as its permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints his successor at the same time.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

The Board from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers may be or not Directors or shareholders of the Company.

The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Company or to other third parties (whether physical persons or legal entities).

Art. 16. Board Meetings. The Board will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman or any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board, but in his absence the shareholders or the Board may appoint another Director (and, in respect of shareholders' meetings, any other person) as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or facsimile or any other electronic means capable of evidencing such waiver of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by facsimile or any electronic means capable of evidencing such appointment, another Director as his proxy. A Director may represent several of his colleagues.

Directors may also participate in board meetings, and board meetings may be held, by telephone link, telephone conference, video conference or by telecommunication means allowing their identification, an effective participation of all such persons in the meeting, and allowing all persons participating in the meeting to hear one another on a continuous basis. The participation in a meeting by such means of communication shall constitute presence in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board.

Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least half of the Directors are present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Decisions may also be taken by circular resolutions signed by all the Directors. Each Director shall approve such resolutions in writing, by telegram, telex, facsimile or any other similar means of communication. All documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 17. Corporate Signature. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors or by the individual signature of any person to whom signatory authority has been delegated by the Board.

Art. 18. Conflicts of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business, shall not, by reason of such connection and/or relationship with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the Board conflicting with that of the Company, such Director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. This paragraph shall not apply where the decision of the Board relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving Petroleum Production Finance Inc., any subsidiary or affiliate thereof, or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion.

Art. 19. Indemnification of Directors and Officers. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be indemnified in all circumstances except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of a settlement, any indemnity shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnity shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 20. Investment Policies and Restrictions. The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of management and business affairs of each Sub-Fund and of the Company.

The Board shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of each Sub-Fund and the Company.

Art. 21. Auditor. The Company shall appoint an authorized auditor (réviseur d'entreprises agréé) who shall carry out the duties prescribed by the Law. The auditor shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until its successor is elected.

Art. 22. Depositary. The Company shall enter into a depositary bank agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the Law (the "Depositary"). The Depositary shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by Law.

In the event of the Depositary desiring to retire, the Board shall use its best endeavours to find within two months a corporation to act as depositary and upon doing so the Directors shall appoint such corporation to be depositary in place of the retiring Depositary. The Directors may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

If the circumstances so require, the opening of accounts in the name of the Company, as well as power of attorney on such accounts, shall be subject to the prior approval and/or ratification of the Board.

Art. 23. Accounting Year. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall terminate on the last day of December of the same year. The accounts of the Company shall be expressed in EUR or such other currency or currencies, as the Board may determine pursuant to the decision of the general meeting of shareholders. Where there shall be different Classes as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such Classes are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into EUR and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company. To the extent legally required, a printed copy of the annual accounts, including the balance sheet and profit and loss account, the Directors' report and the notice of the annual general meeting, will be sent to registered shareholders or made available at the registered office of the Company not less than 15 days prior to each annual general meeting.

Art. 24. Distributions. The general meeting of shareholders shall, upon the proposal of the Board in respect of each Class, determine how the annual net investment income shall be disposed of.

The net assets of the Company may be distributed subject to the minimum capital of the Company as defined under Article 5 hereof being maintained.

Distribution of net investment income as aforesaid shall be made irrespective of any realised or unrealised capital gains or losses. In addition, dividends may include realised and unrealised capital gains after deduction of realised and unrealised capital losses.

Interim dividends may at any time be paid on the shares of any Class out of the income attributable to the portfolio of assets relating to such Class upon decision of the Board.

The dividends declared may be paid in the reference currency of the relevant Class or in such other currency as selected by the Board and may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

All distributions will be made net of any income, withholding and similar taxes payable by the Company, including, for example, any withholding taxes on interest or dividends received by the Company and capital gains taxes, withholding taxes on the Company's investments.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

Dividends may be reinvested on request of holders of registered shares in the subscription of further shares of the Class to which such dividends relate.

Art. 25. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 28 hereof. The Board may propose at any time to the shareholders to liquidate the Company.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

To the extent legally required, any decision to liquidate the Company shall be published in the Mémorial. As soon as the decision to liquidate the Company is taken, the issue, redemption or conversion of shares in all Classes shall be suspended.

The liquidation of the Company will be conducted by one or more liquidators, who may be individuals or legal entities and who will be appointed by a meeting of shareholders. This meeting will determine their powers and compensation. The net proceeds may be distributed in kind to the holders of shares.

Any liquidation of the Company shall be carried out in accordance with the provisions of Luxembourg law which specify the steps to be taken to enable shareholders to participate in the distribution of the liquidation proceeds and provides upon finalisation of the liquidation that the assets which could not be distributed to shareholders be deposited in escrow with the Caisse de Consignation to be held for their benefit. Amounts not claimed from escrow within the relevant prescription period will be liable to be forfeited in accordance with Luxembourg law.

Art. 26. Dissolution, Amalgamation or Splitting of Sub-Funds or Classes. If the net assets of any Sub-Fund or Class fall below or do not reach an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-Fund or Class to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund or Class concerned justifies it, the Board has the discretionary power to liquidate such Sub-Fund or Class by compulsory redemption of shares of such Sub-Fund or Class at the Net Asset Value per share (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Day at which such a decision shall become effective. The decision to liquidate will be published by the Company prior to the effective date of the liquidation and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations. Unless the Board decides otherwise in the interests of, or in order to ensure equal treatment of, the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or Class

concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of redemption or conversion charges (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses).

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a general meeting of shareholders of any Sub-Fund or Class may, upon proposal from the Board and with its approval, redeem all the shares of such Sub-Fund or Class and refund to the shareholders the Net Asset Value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such a general meeting of shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of the votes cast, unless such redemption would result in the Company ceasing to exist, in which case resolutions during such meeting of shareholders shall be adopted with the quorum and majority requirements for changing these Articles.

Assets which could not be distributed to the relevant shareholders will be deposited with the Caisse de Consignation, in accordance with Luxembourg laws and regulations, to be held for the benefit of the relevant shareholders. Amounts not claimed will be forfeited in accordance with Luxembourg law.

Upon the circumstances provided for above, the Board may decide to allocate the assets of any Sub-Fund or Class to those of another existing Sub-Fund or Class within the Company or to another UCI, or to another sub-fund or class within such other UCI (the "new Sub-Fund or class") and to re-designate the shares of the Sub-Fund or Class concerned as shares of the new Sub-Fund or class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be notified to the shareholders concerned (together with information in relation to the new Sub-Fund or class), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period. After such period, the decision commits the entirety of shareholders who have not used this possibility, provided however that, if the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based UCI, such decision shall be binding only on the shareholders who are in favour of such amalgamation.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund or Class to another Sub-Fund or Class of the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders of the contributing Sub-Fund or Class, upon proposal from the Board and with its approval, for which there shall be no quorum requirements and which shall decide upon such an amalgamation by resolution adopted by simple majority of the votes cast.

A contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund or Class to another UCI or to a sub-fund or class within such other UCI may also be decided by a general meeting of shareholders of the contributing Sub-Fund or Class, upon proposal from the Board and with its approval, for which there shall be no quorum requirements and which shall decide upon such an amalgamation by resolution adopted by simple majority of the votes cast, unless such contribution of the assets and liabilities to another UCI or to a sub-fund or class within such other UCI would result in the Company ceasing to exist, in which case resolutions during such meeting of shareholders shall be adopted with the quorum and majority requirements for changing these Articles, and except when such amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based UCI, in which case resolutions shall be binding only on the shareholders of the contributing Sub-Fund or Class who have voted in favour of such amalgamation.

Art. 28. Amendments. These Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 29. Alternative Investment Fund Manager. The Company qualifies as an alternative investment fund ("AIF") under Directive 2011/61/EU of 8 June 2011 on Alternative Investment Fund Managers.

The Company may at any time enter into an agreement with an external alternative investment fund manager ("AIFM") authorised under Directive 2011/61/EU of 8 June 2011 on Alternative Investment Fund Managers, pursuant to which the latter shall be appointed as the designated AIFM of the Company and shall provide the Company with all or certain of the services set out under Annex I of Directive 2011/61/EU.

The Board is authorised to take all such steps as it may deem necessary and to agree such corporate and contractual amendments to the structure and ongoing arrangements of the Company in order that the Company and its various service providers may be in compliance with Directive 2011/61/EU, the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "2013 Law") and contemplated implementation in the European Union generally, to the extent permitted by Luxembourg law.

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time, the Law and the 2013 Law.

Transitory provisions

- 1.- The first Financial Year shall begin on the date of incorporation of the Company and end on 31 December 2015.
- 2.- The first annual general meeting shall be held in the year 2016.

Subscription and payment

All the thirty-one (31) shares of the Company are subscribed and entirely paid up by Oppenheimer Industries Inc, prenamed and represented as aforesaid.

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever shall be borne by the Company and amount to three thousand Euro (EUR 3,000.-).

Statements

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder, represented as aforesaid and representing the entire subscribed capital has immediately taken the following resolutions:

First resolution

The following persons are appointed directors of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2020:

- Mr. James C. LANSHE, born in Allentown (Pennsylvania, USA) on the 09/05/1946 with professional address at 400 N. St. Paul Street, Suite 505, Dallas, TX 75201, Texas, USA;

- Mr. Robert J. G. JENKINS, born in London (United Kingdom) on the 17/10/1953 with professional address at Office 178, Berkeley Square House, London W1J6BD, United Kingdom;

- Mr. James J. DOYLE, born in Charleroi (Belgium) on the 05/01/1958 with professional address at 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second resolution

The following has been appointed auditor of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2016:

CLERC , 1, rue Pletzer, L-8080 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution

The registered office of the Company is set at 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English.

The document having been read to the person appearing, the said person appearing signed together with the notary, the present original deed.

Signé: V. PIERRU, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 10 août 2015. Relation: DAC/2015/13442. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): J. THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 13 août 2015.

Référence de publication: 2015139139/793.

(150150886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Promonk S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4069 Esch-sur-Alzette, 28, rue du Dr Emile Colling.

R.C.S. Luxembourg B 148.578.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015096985/9.

(150107831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

Lokris S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 83.825,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 112.357.

In the year two thousand fifteen,
on the sixteenth day of the month of June.

Before Us Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in SANEM (Grand-Duchy of Luxembourg),

there appeared:

“PRUFROCK INVESTMENTS LIMITED”, a company incorporated and existing under the laws of Cyprus established and having its registered office at 1, Kostaki Pantelidi, Kolokaside Building, CY - P.C. 1010 Nicosia, registered with the Company Register of Cyprus under number HE 172 698,(the “Shareholder”),

here represented by

Mrs Eveline KARLS, employee, residing professionally at 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach,

by virtue of a proxy under private seal given in Cyprus, on 28 May 2015,

said proxy, signed “ne varietur” by the proxy holder of the Shareholder and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholder has requested the undersigned notary to document that the Shareholder is the sole shareholder of “Lokris S.à.r.l.”, a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a corporate capital of eighty-three thousand eight hundred and twenty-five euro (83’825.- EUR), with current registered office at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, incorporated pursuant to a notarial deed enacted on 28 November 2005, the articles of incorporation of which were published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial”), number 437 of 28 February 2006. The Articles of Incorporation have been amended for the last time by a notarial deed enacted by the undersigned notary, on 24 November 2014, published in the Mémorial, number 73 on 10 January 2015.

It is registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, section B, number 112 357 (the “Company”).

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

To amend the first paragraph of article 5 of the Company’s articles of incorporation, to move the registered office of the Company from Luxembourg-City to the municipality of Schuttrange and resolution to set the new registered office at 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg,

has requested the notary to document the following sole resolution:

Sole resolution

The Shareholder resolves to transfer the registered office of the Company from Luxembourg-City to the municipality of Schuttrange, and henceforth to amend the first paragraph of article 5 of the Company’s articles of incorporation, so that it reads as follows:

Art. 5. Registered office.

“5.1. The registered office is established in the municipality of Schuttrange, Grand Duchy of Luxembourg.”

The Shareholder further resolves that the registered office of the Company shall be set at 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version and that at the request of the proxy holder of the appearing party and in case of divergences between the two versions, the English version will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, said proxy holder signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quinze,

le seize juin.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

a comparu:

«PRUFROCK INVESTMENTS LIMITED», une société constituée et existant sous les lois de Chypre, établie et ayant son siège social à 1, Kostaki Pantelidi, Kolokaside Building, CY - P.C. 1010 Nicosia, immatriculée au Registre des Sociétés à Chypre sous le numéro HE 172 698 (l'«Associé»),

représentée aux fins des présentes par

Madame Eveline KARLS, employée privée, avec adresse professionnelle au 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée à Chypre, le 28 mai 2015,

ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire de l'Associé et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Associé est le seul et unique associé de «Lokris S.à r.l.», une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de quatre-vingt-trois mille huit cent vingt-cinq euros (83'825.- EUR), ayant son siège social actuel au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, constituée suivant acte notarié dressé en date du 28 novembre 2005 les statuts de laquelle ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 437 du 28 février 2006. Les statuts ont été modifiés la dernière fois suivant acte notarié dressé par le notaire soussigné en date du 24 novembre 2014, tels que publiés dans le Mémorial, numéro 73 du 10 janvier 2015. Elle est immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 112 357 (la "Société").

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été parfaitement informé des décisions à intervenir sur la base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

De modifier le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société afin de déplacer le siège social de la Société de la Ville de Luxembourg vers la commune de Schuttrange et résolution de fixer le siège social au 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg,

a requis le notaire instrumentant d'acter la seule résolution suivante:

Résolution unique

L'Associé décide de transférer le siège social de la Société de la Ville de Luxembourg vers la commune de Schuttrange et de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société comme suit:

Art. 5. Siège social.

«5.1. Le siège social est établi dans la commune de Schuttrange, Grand-Duché de Luxembourg.»

L'Associé décide encore de fixer le nouveau siège social de la Société au 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui parle et comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'a la demande de la mandataire de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'a la demande de la même mandataire et en cas de divergences entre les deux versions, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: E. KARLS, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 juin 2015. Relation: EAC/2015/13925. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015099705/95.

(150109209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

TPL Geislingen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.175,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 123.096.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

Référence de publication: 2015097092/10.

(150107387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.
